

**Les accords de
Rome sont écrits
avec le sang des
prolétaires
ibériques**

**La paix ne peut être
sauvée que par
la victoire des
travailleurs espagnols**

Les accords de Rome ne sauvent pas la paix, car celle-ci ne peut pas être sauvegardée par la défaite du prolétariat. Seule la victoire de ce dernier maintiendra la paix dans le monde. Il n'est que temps que tous les militants ouvriers le comprennent et sauvent la paix en assurant la victoire des révolutionnaires espagnols. R. F.

L'Espagne ouvrière ne veut pas succomber

Le peuple espagnola lutté, il lutte encore, malgré les vicissitudes intérieures, malgré les trahisons des politiciens républicains, les chantages sanglants des staniliens, malgré l'abandon

Et comme l'Angleterre est pacifiste elle aussi qui vient d'autoriser l'Italie — autre nation pacifique — à achever l'Espagne ! Car au fond, c'est bien cela, n'est-ce pas, que signifient les accords Chamberlain. « Dépêchez-vous d'en finir avec l'Espagne, de manière à ce que nous puissions vous donner votre récompense : la reconnaissance légale de

Il paraît que c'est cela le pacifisme ! Le moment n'est d'ailleurs pas loin où nous verrons de doctes censeurs décréter avec des airs de dogmatisme, que les grands fauils de cette horrible guerre furent les ouvriers révolutionnaires qui, au 19 juillet, eurent la sotte impudence de ne pas se prosterner béatement devant Franco, et de ne pas se laisser écraser par lui, à l'instar de ces fanatiques Orientaux qui se jetaient autrefois sous le char de Djaggaral. Un de ces puits sans esprits posait même tout dernièrement cette question impénitente : « Quand donc comprendra-t-on enfin que l'idée de révolution violente et de guerre civile à tendance anarchiste ou communiste coïncide immédiatement contre elle les 4/5 de l'opinion mondiale ? »

Mais cela seul devra nous rendre à jamais reconnaissants envers le prolétariat d'Espagne. Aujourd'hui l'heure du garrot approche. Les bourreaux sont à pied d'œuvre. Quel sursaut de la conscience prolétarienne les fera reculer ?

Plus que jamais la solidarité internationale des travailleurs doit se manifester. Si elle devait continuer à faire défaut, le prolétariat de tous les pays paierait cher son apathie et sa lâcheté.

La luitte contre l'union sacrée au sein de la S.F.I.O.

Cette dissolution de la Fédération de la Seine, qui n'est autre qu'une exclusion massive, n'a pu surprendre aucune personne au courant des luttes de tendances au sein de la S. F. I. O. La crise existe depuis de nombreuses années. L'exercice du pouvoir par les leaders socialistes a encore creusé le fossé entre les sociaux-démocrates traditionnels : Blum, Paul Faure, et la tendance révolutionnaire du parti.

La faimite du Front populaire, les dé-
sillusions de beaucoup de militants dé-
viant cette faillite, permirent à la gauche
révolutionnaire de se développer très ra-
pidement. Malgré l'étouffoir qu'essayèrent
d'établir les bonzes du parti, la Gauche
Révolutionnaire marquait à chaque con-
grès une progression sensible. Elle devint
il y a quelques mois, majorité dans la Fé-
dération de la Seine.

Les dirigeants S. F. I. O. commencèrent à s'inquiéter de cette montée. Il fallait y mettre fin, surtout en vue de la réalisation de la grande combinaison d'« Union nationale autour du Rassemblement populaire » allant de Maurice Thorez à Paul Reynaud, si chère au cœur de Léon Blum. Cette formule risquait de mécontenter de nombreux militants, de leur ouvrir les yeux et ainsi de les rejeter dans l'opposition Gauche révolutionnaire.

Paul Faure commença à aiguiser son grand sabre, et à le brandir vers les « méchants garçons » qui se refusaient à marcher dans la main d'entrer dans la ronce de l'Union sacrée ». Une goutte d'eau devait faire déborder le vase, A l'appel de tous les capitalistes du Front populaire : la « Patrie est en danger », la Fédération de la Seine répondit par un tract, qu'elle envoya dans toutes les pérérations : le « Parti est en danger ». Trac dans lequel, elle se dressait avec vigueur contre l'Union sacrée qui sous la conduite des dirigeants S. F. I. O. se réalisait elle demandait aux militants de rester fidèles au socialisme international.

La commission des conflits fut réunie rapidement pour examiner le cas de ces indisciplinés qui prétendaient rester fidèles à l'internationalisme prolétarien. L'ex

Le colonialisme français est le seul fautif des massacres de Tunisie

Can

« ...C'est la propagande italienne, nous dit-elle. PEUT-ETRE ».

Le numéro du "lib" du Premier Mai

Nous avons déjà reçu de nombreuses commandes et nous invitons les groupes à prendre leurs dispositions pour assurer une diffusion massive de ce numéro exceptionnel.

ADRESSEZ D'URGENCE VOS COMMANDES A SCHECK, 9, RUE DE BONDY.
(Chèq. postal André Scheck, Paris 487-78).

Mais non ! Pas « peut-être ». C'est NON. Cette histoire de la propagande italienne est un mensonge éhonté. La lutte des Tunisiens contre l'impérialisme français n'a date pas d'hier, ni de Mussolini, elle date de 1910 au moins. Elle n'a pas cessé depuis lors, et la propagande italienne n'y est, pour rien, pas plus aujourd'hui qu'hier ou qu'avant-hier. Tout au contraire. Car la seule chose qu'on pourrait reprocher aux Tunisiens, c'est d'avoir plus de haine pour les Italiens que pour l'impérialisme français. Chaque fois que l'Italie a fait mine d'intervenir, les nationalistes tunisiens ont cessé momentanément leur lutte contre l'impérialisme français afin de faire bloc contre l'Italie.

C'est une calomnie monumentale que de prétendre que les mouvements d'Afrique du Nord, que ce soit en Tunisie, au Maroc, ou en Algérie sont des mouvements d'origine « étrangère » ou fasciste. Il n'y a pas de mouvement qui soit plus « autochtone » et qui s'inspire plus directement (trop à mon sens) des principes « démocratiques » et de « la Révolution Française ».

Il est effroyable de constater que la puissance de la propagande n'est telle que parce qu'un mensonge impudent et manifeste est répété à bouche que veux-tu par tous les menteurs professionnels officiels et officieux, ceux qui sont le mieux placés pour savoir à quel point ces gens savent mentir se laissent eux-mêmes impressionner et disent : « Peut-être » alors que c'est « non » et cent fois « non » !

Il faut réclamer des preuves avant d'accepter, même partiellement les dires de tous ces messieurs de l'Union Nationale.

Cordialement.

O DÉMOCRATIE !

Mise au point du carnet "B" ?

Un fait inouï s'est déroulé ces jours derniers à Palaiseau. Samedi 16 avril, dans la matinée, dix-huit de nos camarades du groupe de Palaiseau étaient convoqués chez le commissaire de police de cette localité. Celui-ci leur fit subir un interrogatoire en règle sur leurs antécédents et leur prit les empreintes digitales. Comme nos camarades s'étonnaient et s'indignaient de cette mesure insolite, le commissaire leur annonça que, pour la prochaine, ils étaient bons pour le camp de concentration.

On nous a affirmé qu'il s'agissait là d'un coup du maître Duplant, élu il y a quatre ans comme socialiste et qui, depuis, a passé au fascisme ! Nous n'aurons pas la naïveté de protester contre cette violation de la légalité républicaine par un magistrat municipal, qui emploie des méthodes inspirées du plus pur mussolinisme. Nous voulons seulement savoir s'il s'agit d'un exès de zèle ou d'un dévoiement d'application d'une méthode appelée à se généraliser. En ce cas, nous invitons nos camarades à se refuser aux fantaisies flicardes.

C'est bien assez que le carnet B existe sans que les « suspects » appelés à y figurer participent à sa mise au point.

Critique et Réalisation

par Max STÉPHEN

Toute position, quel que soit le sujet auquel elle a trait, suppose pour le moins une ou plusieurs négations. Il va, sur chaque problème politique, social, religieux, philosophique, moral, des conceptions, des tendances diverses qui obligent, en même temps qu'on se prononce pour l'une d'elles, à repousser les autres. On ne peut être athée sans nier la religion, ni religieux sans nier l'athéisme, et le plus souvent toutes les autres formes de religions qui ne soient pas celle que l'on a choisie. On n'est pas républicain sans repousser la monarchie, ni monarchiste sans combattre la république. On n'est pas autoritaire sans répudier l'anarchisme, on n'est pas anarchiste sans renousser l'autorité.

La négation de conceptions non partagées se retrouve également dans l'art, où les écoles se sont heurtées et se heurtent aussi violemment que dans la politique, dans la philosophie, et même dans la science. Rien n'est uniforme, rien ne le sera jamais, car dont nous nous réjouissons, car cette richesse, cette variété de l'esprit humain en fait la beauté, même quand sa grandeur tragique nous désoriente.

Personne donc ne peut se prononcer pour une chose sans en même temps prendre position contre autre chose. On ne peut se rapprocher à l'anarchisme ce qu'il y a en lui de négateur, à moins d'oublier sa propre attitude devant ce qu'on n'approuve pas.

Pour atténuer le bien, il faut nier le mal. C'est parce qu'il désire plus que toute autre école sociologique, répandre des bienfaits sur la terre, que l'anarchisme est obligé de dénoncer les méfaits. Nous voulons pour tous le bien-être économique, la justice matérielle; cela nous oblige à nier l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous voulons pour tous la liberté dans l'organisation, dans les relations harmonieuses entre le individu, entre les groupements : cela

nous force à dénoncer le gouvernement et
l'Etat. Nous voulons affranchir l'êtres
humain des croyances qui l'enchaînent et
lui faire trouver en lui, et dans son cœur,
dans sa raison, la source de ses normes
morales : et nous prenons position contre
toute foi religieuse. Nous voulons la paix
entre les nations : l'antimilitarisme en dé-
coule. Nous voulons la compréhension, la
solidarité effective entre les peuples plus
semblables que différents, si nous regardons
au tréfonds de la vie : et nous dénonçons
les patries...

Loin de nous croire coupables, nous devons nous enorgueillir de toutes ces conclusions critiques, quand elles sont alimentées par ce désir de faire mieux que ce que l'on combat. Tel est l'esprit négateur de l'anarchisme.

Tel est-il au sens logique, exact de nos idées. Mais j'ai déjà dit qu'entre le contenu de nos principes et certaines interprétations trop fréquentes, il y a souvent des différences fondamentales. Cela est explicable. Tout ce qui ne se réalise pas finit par s'émousser, par se diluer, se déformer au cours du temps. Nous nions en bloc tous les maux parce que nous voulons réaliser en bloc tous les biens. Mais comme cette radicalisation est, par son volume, des plus difficile, elle tarde énormément. Pendant ce temps, chacun prend ce qu'il peut de la doctrine, l'adapte à sa taille. Et on finit par ne plus savoir très bien ce qu'elle est.

Ne pouvant pas réaliser, nous avons nié. Nous nous sommes spécialisés dans la négation. Militarisme, religion, capitalisme, autorité, etc., sont passés au crible de notre logique. Et comme nous continuons à ne pas pouvoir construire, il a fallu s'acharner à détruire. Cette position était-elle vraiment utile? Ne comportait-elle pas de dangers extrêmement graves? Était-il, est-il facile de s'y maintenir?

(Lire la suite en 3^e page.)

clusion de Marceau Pivert et de quelques-uns de ses camarades fut envisagée, mais celui-ci se fit plébisciter par la Fédération de la Seine, qui, à une énorme majorité, s'opposa aux sanctions. Devant ce fait, la commission des conflits recula, et ne vota qu'une résolution suspendant les « coupables » de toutes fonctions à l'intérieur du parti pendant deux ou trois ans.

La Fédération se refusa à accepter ces sanctions et déclara maintenir en fonction ses militants. Paul Faure-Blum résolut alors d'employer la méthode usuelle du parti dans de pareils cas et ils décidèrent de dissoudre la Fédération de la Seine, et de la reconstituer avec des éléments faisant serment de fidélité à la politique de capitulation à l'Union nationale. Les militants de la Gauche révolutionnaire, forts de leurs convictions socialistes refusèrent de suivre l'exemple des bourgeois de Calais, la majorité de la Fédération leur faisant confiance. La Fédération continuait de mener la politique que l'Union nationale avait menée. Elle continuait de les occuper, ce qui permit à certains journalistes d'exercer un esprit un peu facile, de se livrer à toutes sortes de commentaires.

Que penser de ces petits bourgeois sociaux-démocrates qui ont capitulé d'une façon constante devant la finance et les vieux calmans du Sénat, qui sont d'une mollesse extrême devant les communistes, dont la lâcheté est devenue légendaire, qui savent seulement se montrer énarques contre leurs propres militants? N'est-ce pas symbolique de voir Paul-Boncour sur le point de rentrer à la S. F. I. O. au moment même où Pivert en est exclu.

La situation en est là. Que vont faire ceux qui, en fait, sont exclus de la S.F.I.O.? Nous le saurons avant peu. Mais quelle que soit la position qu'ils puissent prendre, nous ne voulons retenir de cette lutte qu'une seule chose, les mobiles qui les guident, l'opposition à l'Union sacrée, la volonté de rester fidèles à l'internationalisme prolétarien. Ceci est la démonstration même, que tout n'est pas encore perdu, que la capitulation totale de la classe ouvrière ne sera pas, que si les forces réellement révolutionnaires savent s'unir. Il est encore possible de créer un puissant courant ouvrier contre la guerre et l'Union sacrée, avec lequel la bourgeoisie devra compter.

RENE FREMONT.

Dénoncer le transit en faveur des rebelles est bien...

...Mais l'empêcher serait mieux!

La Fédération des Cheminots vient de publier dans la presse ouvrière un rapport sur les transports effectués par transit ou directement de France vers l'Espagne franquiste. Nous apprenons ainsi que des centaines de tonnes de produits industriels ou de matières premières sont fournies régulièrement par des firmes françaises. Du matériel de guerre, de l'outillage, de provenance allemande ou italienne, sont également transités par les réseaux français.

Emanant de la Fédération des Cheminots, la protestation rend un son pénible. Combien plus efficace que de vaines lamentations serait l'action directe des cheminots boycottant les transports à destination de Franco!

Sous les fourches caudines de Staline

On a lu récemment, dans la presse, la nomination de Miaja comme chef suprême de l'Espagne du Centre, maintenant séparée de la Catalogne. Il a reçu les pleins pouvoirs pour gouverner au nom de Negrin.

D'autre part, les journaux de mercredi annoncent la nomination de Jesus Hernandez, comme commissaire politique des armées du Centre. Avec la nomination d'Alvarez del Vayo, comme ministre des Affaires étrangères, homme-lige des Russes, cela fait un beau trio de staliniens. Attendez-vous, avec ces trois personnalités, à de nouveaux méfaits, à de nouvelles exactions même à l'égard de la C.N.T., de la P.A.T., du P.O.U.M. et de leurs militants.

Prochains pour avoir des armes, de passer sous les fourches caudines de Staline, les ouvriers révolutionnaires doivent se taire et tout encaisser.

Honte à ceux qui ne surent voir les événements d'Espagne que pour les utiliser pour une propagande partisane, qui n'aura pas même le mérite de sauver l'Espagne de Franco!

Pour l'aide à l'Espagne

Deuxième liste

Ganac, 50 fr.; Rosset, 20 fr.; Auber, 25 fr.; Serrano, 100 fr.; Capriotti, 60 fr.; Mary (chômeur), 12 fr.; Aufrère, 100 fr.; Miotlet, 50 fr.; Champenois (chômeur), 12 fr.; Facy, 70 fr.; Voisin, 50 fr.; Enriquetta Morcate, 70 fr.; Subias, 70 fr.; Gosse, 60 fr.; Stewens, 40 fr.; Hilaire (chômeur), 40 fr.; Salvat, 40 fr.; Mahé (complément d'une journée de salaire), 25 fr.; Gustave (chômeur), 12 fr.; Etienne, 100 fr.; Nicolas, 50 fr.; Clavel, 72 fr.; Spartas, 100 fr.; Appenzeller, 125 fr.; Berger, 50 fr.; Cerné, 50 fr.; Dubelley, 100 fr.; Eberlin, 30 fr.; Barachet, 100 fr.; Ernest David, 80 fr.; Denegry, 60 fr.; Pépère (Nanterre), 50 fr.; Molina, 30 fr.; Beauvais, 100 fr.; Le Duff Alain, 50 fr.; Sannois (chômeur), 9 fr.; Lavaur, 50 fr.; Maurice, 50 fr.; Erminelli, 100 fr.; Félix Sèche, 40 fr.; Paul Monne, 45 fr.; Sancho Marius, 50 fr.; Marguerite, 100 fr.; Lescé, 50 fr.; Anonyme, 60 fr.; Balderelli Jean, 50 fr.; Ratti Guido, 50 fr.; Albert Dupont, 50 fr.; Pedro Ruiz, 80 fr.; Gilbert Millau (2 journées de travail), 200 fr.; Degotte, 50 fr.; Andréa, 50 fr.; G. D. (chômeur), 20 fr.; Marc, 58 fr.; Latour, 30 fr.; G. F. G. P., 50 fr.; Sébastien Faure, 50 fr.

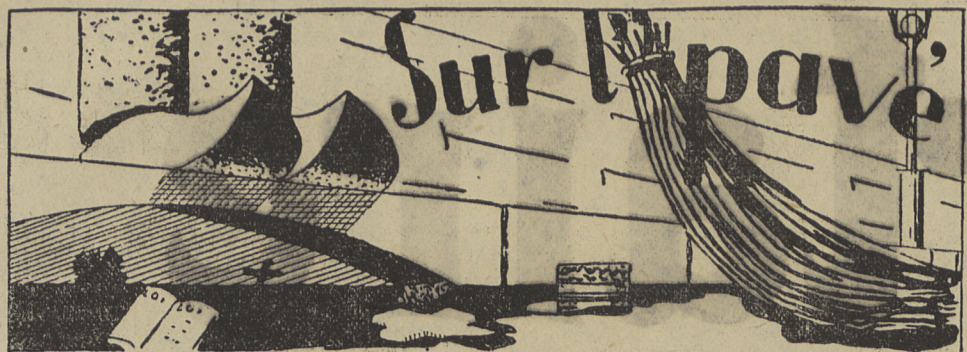
Total de cette liste : 3.413 fr.

Total de la liste précédente : 4.035 fr.

Total à ce jour : 7.448 fr.

AUX MILITANTS SYNDICALISTES L'U A

Réunion des militants syndicalistes de l'U. A. samedi 23 avril à 16 h. 30 au « Libéraire ». Tous présents.



Le droit de tuer les manants

Bataille entre paysans et bracos, c'est dans ces termes que toute la presse nous apprenait qu'un braconnier avait été abattu par un riche fermier de la banlieue. Paysan contre braco; quelle rigolade, mais tout paysan est braconnier et on ne fera jamais admettre à un paysan qu'un braconnier est un voleur.

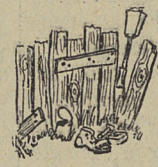
Les lapins, qui sont dans les champs appartenant à tout le monde, ceci est un principe admis dans toutes les campagnes.

La réalité est tout autre. Les riches fermiers qui sont tous fascistes se considèrent comme des seigneurs féodaux. Les ouvriers agricoles sont considérés par eux comme des serfs. Véritables hobereaux ils ont tous les droits, même de tuer un manant. Que penser de ce riche fermier qui apercevant quelques braconniers au travail sur « ses terres », part à leur rencontre avec le fusil chargé de chevrotines, comme pour la chasse au sanglier. Légitime défense? Mais est-ce que ceci n'est pas la preuve même de la volonté de tuer. Le lendemain on ramasse un cadavre, et la justice qui vient pour enquêter, fait des excuses à l'assassin.

Est-ce que ces hobereaux auront encore longtemps le droit de tuer, car enfin lorsque l'on parle de batailles entre fermiers, gendarmes et braconniers ce sont toujours ces derniers qui sont les victimes. Si demain le fermier assassin tombait sous une balle vengeresse, qui donc oserait le plaindre? Pour notre part nous pensons que l'esprit de justice n'est pas totalement mort sur cette terre.

La Rue Michel.

SOCIALISTES EN PEAU DE LAPIN



Toute la presse a été ignoble, selon son habitude sur l'assassinat de ce pauvre ouvrier, qui avait été chercher quelques lapins pour permettre à ses enfants de manger de la viande le jour de Pâques.

Le Populaire se serait cru déshonoré de faire exception. Dans un style pleurnichard, il regrette ce « malheureux fait divers ». Contre l'assassin, pas une ligne, car il aurait fallu prendre la défense de la victime et dire qu'elle avait eu raison de braconner, pour donner à manger à ses gosses. Mais où le comble est atteint c'est dans la conclusion de cet article: « Joseph Dewael — le gendre de la victime qui braconnaient avec lui — a été lâché en

liberté. Là où le fils du hobereau a jugé qu'il y avait matière à tuer un homme, la justice a estimé que le délit ne valait pas la prison ».

Vraiment, il n'aurait plus manqué que cela, et nos socialistes en peau de lapin, en sales petits bourgeois qu'ils sont, se réjouissent de la bonté de la justice. Chez eux aucune indignation contre le scandale, ce qui serait la démonstration que leur cœur n'est pas totalement mort, ils ne sont capables que de lamoyer. Comme l'on comprend que les éléments révolutionnaires quittent ce parti avec un soupir de soulagement.

VIES HUMAINES ET BILAN FINANCIER



Peu importe que des mineurs périssent... On palabrera sur les tombes des infortunées victimes, des motions seront votées, on ne fera que dénoncer les responsabilités de la compagnie exploitante, des postes de radio-diffusion d'Etat ou privés intervieweront les familles des victimes, comme cela s'est produit lors de la dernière catastrophe dans cette même compagnie minière, il y a six mois...

Peu importent les vies humaines... le charbon sera extrait dans des conditions de sécurité quasi inexistantes; le principal est que fleurissent les capitaux de nos gros bourgeois.

Pour la direction des mines d'Anzin, le bilan financier compte beaucoup plus que la vie de ceux qu'elle exploite.

ON PREND LES MEMES ET ON RECOMMENCE



Les événements de ces dernières semaines ont consommé la mainmise définitive des staliniens sur le mouvement syndical. Le congrès de l'Union des syndicats de la R.P. a ouvert les yeux des plus aveugles. La manœuvre est terminée, et l'asservissement total de la C.G.T., au prochain congrès confédéral, ne semble plus devoir être qu'une formalité.

Après avoir ruiné la C.G.T.U., le même ramassis s'est abattu sur la C.G.T. pour lui faire subir le même sort. Nous les connaissons bien, les ysinistes fossyeurs: le louche Racamond, habile nageur, toujours du côté du manche; le grotesque Raynaud, dont la gestion financière n'a été marquée, depuis quinze ans que de malversations, vols, trahisons dans la caisse... Raynaud qui pillait la trésorerie de l'Union au profit de son copain l'escroc

Arnold. Nous le connaissons bien, le Frachon, qui souhaitait que la garde mobile massacrait quelques dizaines de mineurs de la Loire, pour avoir un beau communiqué à envoyer à Moscou... Les Arrachart, Hénaff, et tant d'autres, tristes produits de la jésuiterie russe! Qu'est-ce que ça peut leur faire que la C.G.T. en crève! Staline remplira quand même leur gamelle. Comme la C.G.T.U., la C.G.T. n'aura été qu'un moment dans la besogne d'assujettissement du prolétariat français. Quand la barque sombrera, ils s'enfuiront comme des rats et se rattracheront à autre chose pour pouvoir continuer leur sale industrie.

QU'EN PENSENT LES EX-CONFEDERES ?



Louzon aurait-il donc raison lorsqu'il compare les classes de la société française à celles de l'ancienne Grèce décadente, où le parti aristocratique et le parti du peuple n'étaient plus que les agents des impérialismes étrangers: Rome et la Macédoine? Alors, notre bourgeoisie travaillant tantôt pour Mussolini, tantôt pour l'Angleterre, et la classe ouvrière se faisant l'instrument de l'impérialisme russe?

C'est à cela que devaient aboutir cent ans de socialisme et de luttes de classes? C'est tout ce que devait produire un socialisme vivifié par la pensée des Proudhon, des Bakounine, des Vallés, des Pelloutier? Quelle amère déception!

Eh bien, non! Nous ne croyons pas que cela soit possible. Nous nous refusons à nous incliner devant cette monstrueuse fatalité. Il n'est pas possible, par une action volontaire et concertée de faire reculer les maqueurs du syndicalisme. Qu'en pensent les ex-confédérés?

A COTE DE LA PREPARATION MATERIELLE...



La préparation morale à la guerre se poursuit intensément. Après la guerre, la réduction des régiments avait entraîné la suppression des fanfares et des cliques militaires défilant dans les rues, claironnant, tambour battant.

Or les journaux nous apprennent qu'un projet de loi vient d'être déposé pour la reprise de ces glorieux défilés.

Les signataires du projet (à tout saigneur...) M. Daladier et (à bas la guerre) M. Léon Blum ont obéi à des considérations d'ordre moral: esprit de corps, distractions (sic) meilleure présentation de la troupe dans les défilés et revues, nécessité dans certains cas de disposer d'une musique ou d'une fanfare sur place, etc.

Le vrai motif a été oublié: bourrer les cervelles de musique ronflante, créer un esprit cordier, préparer par tous les moyens le bon peuple de France à aller se faire égorger quand les intérêts de ses exploiters seront en danger.

manière forte dont il affirme la valeur s'est avérée impropre à réduire de simples ouvriers et paysans espagnols qui n'acceptent point de s'y soumettre. Par contre, elle serait d'un effet certain sur une sale petite crapule du genre de M. t'Sterevens. Qu'on ne pense pas, quand j'emploie l'expression « sale petite crapule » en parlant d'un écrivain que c'est là un terme impropre. Car dans notre époque avachie, les voyous, loin de porter la casquette, ont pignon sur rue, un nom dans la littérature et sont décorés de la Légion d'Honneur.

MAURICE DOUTREAU.

MAIN DANS LA MAIN POUR LA RONDE DE LA PAIX



De 1936 à 1939, nous avons appris la presse, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Pologne, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis auront dépensé la somme globale de 654 milliards de francs pour réarmer.

Il n'est malheureusement pas permis, écrit dans l'Excelsior M. Jean Quatremaire, aux grandes puissances de se contenter de maintenir leur potentiel de guerre au niveau de ce qu'il est actuellement. Trop de menaces pèsent sur la paix.

Evidemment, M. Blum et M. Thorez nous ont expliqué ça depuis longtemps. On veut la paix, on la veut absolument.

Alors, fabriquons des armes, fondons des canons, chantons la Marseillaise, excitons la haine du boche. C'est pourtant pas difficile.

Les pacifistes qui demandent que cesse la course aux armements, les anarchistes qui crient au prolétariat qu'il a tout à perdre en défendant les coffres-forts du capital, les jeunes ouvriers qui protestent contre les deux ans ne comprennent-ils pas que leur politique est une politique de guerre?

ON « AIDE » L'ESPAGNE ANTIFASCISTE



Le Conseil National du parti S.F.I.O. a lancé un appel en faveur de l'Espagne, au moment où Blum quittait le pouvoir!

Le congrès de la Jeunesse Socialiste a fait de même.

Mais on a évité soigneusement de parler de l'or espagnol que la Banque de France, qui a été « nationalisée », refuse d'acheter depuis le commencement des hostilités et qui maintenant refuse tout simplement de le livrer au gouvernement Negrin. Ainsi en plein régime du Front populaire, les antifascistes ne peuvent non seulement acheter des armes, mais ne peuvent même pas disposer de leur propre or! Sans commentaires!

LA MEME CHANSON



Le journal Vu a ouvert une enquête auprès de diverses personnalités littéraires, artistiques ou autres, leur demandant de répondre à cette question: « Que feriez-vous si la guerre éclatait? »

A part quelques réponses courageuses d'Aurèle Patoni, Lacaze-Duthiers, Georges Pioch, Marcello Fabbri, l'ensemble est propre à donner à l'individu d'esprit libre le dégoût total de l'espèce humaine. Comme dans tout, les « minus habens » se distinguent par la fierté de leur décision. M. José Germain, homme de lettres à ce qu'on prétend, écrit: « Je suis hors cadre, vu mon âge, mais je m'engagerais! Après Barres, ce n'est pas très nouveau et comme on dit, on nous l'a déjà faite.

Monsieur Dubalal.

NECROLOGIE

Nous apprenons la mort survenue à l'hôpital Broussais, après une brève maladie, de notre camarade Lucien Châtagnier, dessinateur de talent qui avait souvent donné sa collaboration au « Libéraire ». Il n'était âgé que de 29 ans.

Que sa compagne Nadine Mazet, l'artiste bien connue de nos fêtes où elle prête son concours trouve ici l'expression de la sympathie des camarades du « Lib ».

D'autre part, nous apprenons la mort de notre camarade Chauvin Charles, ancien gérant du « Libéraire », plusieurs fois condamné de ce fait, décédé à l'hôpital Tenon, le 15 avril, à l'âge de 42 ans. C'est un bon militant qui disparaît.

Le « Lib » en danger ?

Le Libéraire en danger? Non. Mais de sérieuses difficultés nous assaillent en ce moment. Elles sont la conséquence de la montée des prix de tout ce qui nous est nécessaire pour sortir notre journal et de l'intense propagande que l'Union Anarchiste a engagée depuis plusieurs mois.

Nos tournées de propagande sabotées, nos meetings contre la guerre interdits par les Gouvernements du Front Populaire, qui craignent plus que tout notre propagande pacifiste révolutionnaire.

10.000 francs nous sont nécessaires immédiatement pour éviter une situation plus grave encore.

Chaque fois que nous nous sommes adressés à nos lecteurs pour sauver le Libéraire de passes plus difficiles, tous ont répondu et nous ont donné les moyens de repartir avec encore plus de vigueur dans la propagande.

Une fois de plus, nous vous adressons cet appel. Que chacun d'entre vous pense que le plus grand des périls actuels, la guerre impérialiste, doit être combattu avec la même énergie, le même courage, que nos camarades espagnols déploient pour se défendre et nous défendre, nous, ouvriers français, du fascisme qui, installé en Espagne, donnerait le moyen à nos bourgeois de nous opprimer encore plus.

Et pour cela, il faut que le Libéraire vive et progresse. Donnez, chacun dans la mesure de vos moyens, faites autour de vous de petites collectes, mais essayez de le faire régulièrement chaque semaine.

Constituez partout des phalanges de camarades qui verseront à la souscription permanente la somme qu'ils se seront proposée.

Que chacun se mette à la besogne et le Libéraire continuera plus que jamais sa lutte pour la Révolution salvatrice.

Envoyez les fonds à Scheck André, 9, rue de Bondy, Paris. Chèque postal 487-78.

Je m'abonne au «libéraire»

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous

Signature :

envoie le montant, soit francs,

à partir du

FRANCE 52 Nos .. 28 fr. 20 Nos .. 14 fr. Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 68-27 (1) Biffer la mention inutile. (2) Ecrire lisiblement.

ETRANGER 62 Nos .. 36 fr. 26 Nos .. 18 fr. NOM (2) ADRESSE VILLE DEPARTEMENT

LES CAUSES DE LA DÉFAITE D'ARAGON

Délimitation des responsabilités

D'une source particulièrement sûre, nous parvenons de Barcelone des renseignements qu'on lira ci-dessous relatifs aux causes politiques et militaires qui ont contribué aux récentes défaites militaires du front d'Aragon. La disproportion des forces n'est pas seule en cause dans ces défaites. Il s'y ajoute la néfaste politique des Gouvernements successifs de la République dont l'esprit partisan a facilité le jeu de Franco.

L'écrasement rapide et catastrophique de notre front d'Aragon est certainement une tragédie terrible, non seulement pour les antifascistes d'Espagne, mais aussi pour tous les travailleurs antifascistes du monde. Tragédie encore plus grande si on pense que ce front aurait pu être, aurait été certainement, le front de la victoire si on avait donné à ses combattants les moyens nécessaires pour attaquer, si on n'avait pas mêlé, dans la lutte contre le fascisme, une politique partisane qui stérilisa pratiquement l'héroïsme et annula la volonté combattive des luttiers les plus dévoués et enthousiastes, de ceux qui formèrent les premières colonnes de miliciens qui, Durutti en tête, se lancèrent pour libérer le front d'Aragon du joug fasciste.

Maintenant, cette région va être rasée jusqu'au sol par les armées de l'envahisseur après que l'aviation italo-allemande aura détruit presque complètement la plus grande partie des villages.

Dès maintenant il faut délimiter les responsabilités qui correspondent dans cette tragédie de notre peuple, aux hommes et aux institutions qui ont influencé, par leurs actes ou leur négligence, le déroulement des opérations en Aragon.

Nous pouvons en marquer les lignes générales, pour une étude objective afin d'en tirer des conclusions d'une valeur historique.

Laissons de côté les facteurs d'ordre international, suffisamment connus et passons en revue seulement une partie de ceux d'ordre intérieur, assez graves et compliqués.

Les causes qui expliquent le désastre du front aragonais peuvent être partagées en plusieurs classes : quelques-unes strictement militaires, d'autres de caractère politique et social, mais toutes dépendantes du complexe politico-social. Malgré les manifestations répétées d'unité et de « front antifasciste » une lutte sourde et acharnée entre partis et secteurs, persiste dans l'Espagne antifasciste.

Le front antifasciste n'arriva jamais à être une réalité, justement parce qu'il y a eu, et qu'il y a toujours, des partis et des secteurs qui ne poursuivaient autre chose que leur propre hégémonie, même au prix de l'interêt vital de la grande masse du peuple.

En parlant de causes militaires, il faut mentionner, avant tout, l'énorme supériorité de l'ennemi en matériel de guerre. L'offensive d'Aragon, commencée le 9 mars, débuta avec un déploiement formidable d'aviation. Dans une petite zone très limitée, on pouvait compter jusqu'à 150 appareils à la fois. N'ayant pas de compétiteurs dans l'air, ceux-ci ont pu mitrailler tranquillement nos troupes, d'une petite altitude, après avoir littéralement pulvérisé les villages près du front et aussi quelques-uns à l'arrière.

De cette façon, une grande démoralisation s'est fortement emparée de nos troupes et de la population civile, malgré la bravoure extraordinaire de nos hommes.

L'action des tanks et de l'artillerie, énormément supérieure à la nôtre, compléta celle de l'aviation factieuse. Ce n'était pas

pour rien que les navires italiens et allemands transportaient pendant des mois et des mois incessamment, du matériel pour l'Espagne « nationaliste ».

Il y a donc eu une énorme disparité d'éléments de guerre qui, jointe à notre manque d'abris et de fortifications (imputable à l'imprévision criminelle du Gouvernement) explique la rupture des premières et secondes lignes avant tout dans le secteur de Fuendetodos.

Le camarade Miguel Yoldi, aussitôt après avoir pris le commandement de la 24^e Division, envoya plusieurs rapports à l'Etat-Major de l'Armée de l'Est, signalant le manque de fortifications dans le secteur de la 24^e Division (c'est-à-dire au point où l'ennemi commença son offensive) et insuffisance d'armements de la 153^e brigade de laquelle il ne pouvait pas se rendre responsable en cas d'attaque, la résistance lui étant impossible avec les armes qu'elle possédait.

On ne lui a pas prêté attention. L'ennemi a brisé la ligne à l'endroit occupé par la 153^e brigade, laquelle malgré l'héroïsme et le sacrifice de ses hommes, n'a pas pu éviter le désastre.

Nous avons su, après, que tous les rapports envoyés par le chef de la 24^e division ont été passés à l'état-major central, sans que celui-ci y prêtât la moindre attention.

LA NEFASTE POLITIQUE MILITAIRE DU GOUVERNEMENT

Pour bien comprendre cette tragédie, qui n'est pas, malheureusement, un fait isolé dans notre guerre, il faut aussi tenir compte de l'influence négative et funeste de ce qu'on pourrait appeler « la politique militaire » dictée par les Centres officiels. Cette

politique a consisté toujours dans le déplacement et le mépris de chefs vraiment antifascistes, dévoués et capables, leur préférant des individus troubles et douteux, des professionnels de la politique, des militaires réactionnaires, dont la mentalité est plus près des factieux que de celle du peuple antifasciste.

Ce qu'on appelle le « prosélytisme », c'est-à-dire l'imposition de mots d'ordre de partis, a été une des plus graves causes de désorganisation dans l'armée.

Ce sont surtout les communistes qui ont pratiqué cette tactique de division, favorisée par leur prépondérance dans le Commissariat, facilement obtenue dès le début, puisqu'ils pouvaient compter sur l'aide inconditionnée d'Alvarez del Vayo, sous la protection duquel ils réussirent à introduire dans l'armée une quantité énorme de Commissaires et de Chefs, quantité qui n'était pas certainement en proportion avec leur apport en combattants. Les effectifs communistes étaient très faibles au commencement du mouvement révolutionnaire, et pour cela ils ont dû utiliser comme un instrument tout genre d'individus à la seule condition d'accepter sans réserves, la mise en valeur de leurs mots d'ordre.

De cette façon ils ont introduit dans des services de grande responsabilité, non seulement des individus douteux, mais aussi des gens de précédents carrément réactionnaires. Il y en a eu parmi eux plusieurs qui ont passé à l'ennemi avec des documents et des informations importants. Dans ces conditions on comprendra facilement comment la valeur et la combattivité des soldats du peuple furent pratiquement stérilisées, le virus de la défiance s'étant emparé des esprits.

Il paraissait, à un certain moment qu'on

allait rectifier cette politique désastreuse quand Alvarez del Vayo fut déplacé et on commença à réviser quelques nominations. Mais cela n'a point été le cas.

Seulement furent remplacés les éléments introduits par les communistes par d'autres qui répondaient directement et aveuglément aux ordres de M. Prieto, des individus aussi éloignés des inquiétudes des classes populaires, d'un antifascisme plus que modéré, et sans aucune expérience de guerre.

LA POLITIQUE ANTIPROLETARIENNE DU GOUVERNEMENT

Pour ce qui concerne la politique générale du gouvernement, après la crise du mois de mai, elle n'aurait pas pu être plus désastreuse.

Sa ligne de conduite générale a consisté toujours dans l'annulation peu à peu, de toutes les conquêtes du prolétariat depuis le 19 juillet. Les Syndicats et les Collectivités, surtout les collectivités agricoles qui en Aragon et en Levant, sont arrivées à un degré magnifique de développement, étaient le but de ses attaques perfides.

L'offensive contre les collectivités commença vers la moitié d'août de 1937 d'une façon spectaculaire et agressive. A ce moment on annula le Conseil d'Aragon, et la 11^e Division, sous le commandement du communiste Lister occupa militairement une quantité de villages loin du front, emprisonna les militants les plus connus, organisa le pillage et la lutte contre tous ceux qui avaient combattu contre le fascisme en juillet.

Selon tous les symptômes, il s'agissait non seulement d'anéantir les collectivités,

mais surtout de provoquer une réaction violente de la part de camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. ou un soulèvement des divisions d'origine confédérale, afin de pouvoir justifier une forte répression.

L'attitude calme et en même temps énergique de nos organismes responsables évita le désastre. Le Gouvernement s'est vu obligé de déplacer Lister et toute l'autorité passa aux mains du Gouverneur Civil, Mantecon, qui ne cessa quand même pas de travailler contre les collectivités. On annula aussi les Municipalités pour les remplacer par des « Commissions de Gérance » composées par des éléments de différents partis exclusion faite de la C.N.T. qui était pourtant en absolue majorité en Aragon et libres d'entraîner ou continua.

Il faut signaler que tout le mouvement libertaire, contre lequel se dirigeait toute la fausse politique antérieure du Gouvernement, a dû donner la preuve du sens extraordinaire de responsabilité et de domination de ses militants qui évitèrent continuellement de répondre par la violence aux provocations. Si cela s'était produit, certainement il en aurait coûté cher aux provocateurs, mais c'eût été aussi la liquidation immédiate de la guerre au bénéfice des fascistes.

C'est ce grand sentiment de responsabilité antifasciste qui dicta l'attitude logique et conséquente de notre mouvement, et qui manqua complètement au Gouvernement et aux partis du Front populaire. C'est une des accusations que nous pouvons bien élever contre eux, devant l'histoire.

Malgré cette persécution, les collectivités continuèrent pour la plupart à fonctionner jusqu'au moment où l'invasion fasciste les a effacées. Les combattants prolétaires ont fait tout leur devoir jusqu'à l'extrême limite.

Un fait, que les circonstances actuelles soulignent : l'appareil policier du Gouvernement Negrin a fonctionné de préférence contre les hommes de la gauche sociale (P.O.U.M.-C.N.T.-F.A.I.), tandis que les droites, c'est-à-dire les fascistes, ont pu jouir d'une tranquillité parfaite ; même les fascistes emprisonnés ont un traitement de faveur en comparaison des détenus antifascistes. Ce seul fait est suffisant pour qualifier cette politique, absurde et monstrueuse du point de vue de la lutte antifasciste.

LE DESASTRE D'ARAGON

Au moment de déclencher l'offensive factieuse, cette désorientation allait s'aggraver. Devant l'étalage extraordinaire d'aviation italo-allemande qui bombardait jour et nuit nos lignes et tous les lieux habités des environs, devant l'attaque en masse d'une quantité énorme de tanks et d'artillerie ultra-moderne, nos forces n'avaient point préparé la résistance.

Des brigades comme la 153^e et la 127^e opposèrent une résistance désespérée, rejetant l'ennemi plusieurs fois. Mais, à la fin, elles ont été brisées et la rupture du front s'est produite, avec une chute verticale.

Les hauts commandements, surtout celui du XII^e Corps d'armée auquel incombait la responsabilité de ce secteur, ne donnèrent aucun signe de vie, ne prirent aucune mesure défensive et ce fut la débâcle terrible qui transforma une armée de 70.000 hommes en une masse dispersée qui se retirait en désordre. Depuis lors, jusqu'au moment d'écrire ces lignes, seulement vingt jours sont passés et l'ennemi est en train de passer la frontière de Catalogne.

Dependant, il y a eu des cas de résistance héroïque de la part de quelques brigades, surtout celles de la 26^e division (ex-colonne Durutti) qui ont barré la route à l'ennemi plusieurs fois, et se sont repliées en ordre.

(Suite et fin dans le prochain numéro.)

L'ANNIVERSAIRE DU 14 AVRIL

La C.N.T. lutte pour la liberté

La Solidaridad Obrera du 14 avril a publié en éditorial l'article dont on lira ci-dessous la traduction. On remarquera que plusieurs passages ont été censurés. Visiblement, ils avaient trait aux fautes, erreurs et trahisons des politiciens républicains qui, par haine de l'action populaire, préfèrent maintenir intact le vieux appareil militaire, par lequel l'Espagne se trouve aujourd'hui dans une si lamentable situation.

L'on commémore aujourd'hui le septième anniversaire de la République espagnole, qui vint au monde au milieu de l'étonnement le plus pittoresque de monarchistes « républicains » (le mot « républicain » censuré se lit quand même), et par l'œuvre et grâce à l'enthousiasme populaire, du génie populaire, que d'autres nomment « arbitrairisme », sans se rendre compte, ou sans vouloir se rendre compte que ce qualificatif injurieux le peuple, suprême martyr à cette heure. Sept ans de République...

(Ci sept lignes censurées.)

La date que l'on commémore aujourd'hui signifie dans l'histoire de notre peuple, quelque chose de spirituel et d'une valeur politique qui fut l'objet d'une altération fondamentale, dont le corollaire le plus expressif est cette guerre cruelle déclenchée par la réaction monarchiste et militariste. Le 10 août 1932 en se soulevant à Séville, Sanjurjo mit en évidence l'attitude du milita-

risme monarchisant d'une manière indéniable.

(Ci trois lignes censurées.)

Le peuple, lui, comprit. (L'on peut donc en déduire que ces trois lignes traitaient de l'incompréhension des politiciens républicains d'alors). Parce qu'il comprit parfaitement il se jeta dans la rue défendant de son corps une République, qui cependant ne lui donnait guère alors un traitement de choix.

La trahison ploutocratique et militaire du 19 juillet est née le 10 août 1932 ; elle prit corps et volume durant cinq années d'une incroyable tolérance républicaine qui eut son point culminant dans l'explosion enragée d'il y a vingt mois. Aujourd'hui, 14 avril 1938, le peuple espagnol lutte avec un héroïsme spontané contre ceux-là mêmes qui aux ordres de Sanjurjo se soulevèrent à Séville, ceux qui dans leur lâche impuissance se sont vendus ensuite au fascisme italo-allemand, unique autorité suprême de l'Espagne rebelle.

Aujourd'hui 14 avril 1938, nous sommes en guerre à mort en défendant ce que le génie populaire avait conquis le 14 avril, il y a sept ans : nous défendons la République.

(Ci six lignes censurées.)

Nous défendons une république progressive, avancée, ennemie de la réaction qui la hait ; une république rigoureusement justi-

cière, qui voit dans les masses travailleuses, son ferme soutien ; une république honnête, en fonction du prolétariat, de ses conquêtes et de ses revendications. Nous luttons pour cette république et pour l'indépendance de l'Espagne et nous résisterons jusqu'au bout aux assauts du fascisme international qui veut faire de notre peuple une colonie servile.

Et nous luttons aussi — que personne ne l'oublie — pour la Liberté. Qui a dit que la liberté est un obstacle ? Qui a dit que la liberté est une phrase, une entéléchie, un objectif à supprimer ? La liberté est le stimulant maximum, l'espoir pour lequel combat aujourd'hui le prolétariat du monde, et pour lequel combat aujourd'hui le prolétariat espagnol. La liberté est l'aspiration suprême des peuples ; et le moteur puissant de nos énergies : comment pourrait-elle entraver là où nous luttons pour elle ?

Le mouvement libertaire espagnol, en luttant pour la République orientée vers des horizons de progrès, en luttant pour les conquêtes et les droits du prolétariat, lutte pour la Liberté. Notre mouvement n'admet ni n'admettra aucune dictature quelle que soit la couleur avec laquelle on prétende la camoufler, attitude de persévérance irréductible que nous réitérons devant le monde, à cette date d'anniversaire historique. Parce que nous estimons que ni aujourd'hui, ni jamais la liberté ne peut entraver les peuples.

Critique et réalisation

(Suite de la première page)

Ce que je connais de l'anarchisme international ne permet d'affirmer ceci : la seule négation ne peut pas suffire à maintenir un mouvement, parce que, fondamentalement, toute vie est une affirmation, une réalisation, bonne ou mauvaise, mais une pratique positive d'activités. L'esprit humain ne peut pas, non plus, se nourrir seulement de négations, si justifiées soient-elles. Il ne suffit pas de ne rien accepter de ce qui existe, il faut y opposer autre chose. On n'est satisfait que quand on a trouvé une réponse affirmative à un problème posé. Seuls les anormaux, les décadents, ceux qui sont, souvent sans le savoir, entraînés dans une courbe biologique descendante, peuvent n'alimenter leur esprit — pas leur corps — que de néant.

Pourtant, cela s'est en partie produit dans nos milieux. Trop de camarades ont oublié que la négation n'est justifiée que quand elle oppose à ce qu'on juge inférieur un principe supérieur. Toute négation, disait Proudhon, implique une affirmation subséquente. La passion destructive disait Bakounine, est éminemment constructive. On pourrait aussi bien retourner ces deux phrases et dire : « une affirmation implique une négation subséquente », « la passion constructive est éminemment destructive ».

Les jeux de mots ne nous intéressent pas. Il faut simplement retenir que pour ces deux hommes, négation et affirmation étaient les deux moteurs d'une même action.

Je dirais plus, et c'est bien au fond la pensée de Proudhon dans la phrase que j'ai citée, comme c'était celle de Bakounine, dans toute son œuvre : socialement, c'est l'affirmation qui constitue presque toujours le point de départ. C'est par comparaison entre le mieux imaginé et la réalité immédiate que l'on repousse cette réalité. Rarement la négation sans espoir de mieux est le commencement d'une position ferme. Généralement

nous partons parce que nous nous acheignons vers un but. Quand nous proclamons l'anarchie, la non-archie, la non existence de castes, c'est parce que nous envisageons la possibilité d'une société sans inégalités sociales.

Mais dans l'énoncé d'une doctrine sociologique, la négation n'est qu'un commencement d'action. C'est pourquoi, à mon avis, et telle a été la pratique de toutes les écoles, une conception doit s'affirmer par ce qu'elle veut réaliser, et non par ce qu'elle combat. Notre but est la pratique d'une vie sociale sans privilèges ni déshérités, sans oppresseurs et sans opprimés. Plus que des négateurs d'archies, nous sommes des affirmateurs du socialisme et de la liberté : par conséquent, des socialistes libertaires.

Je sais que des circonstances historiques ont poussé à ce que nous nous appelions tout bonnement anarchistes, après que Marx et les siens avaient entraînés le socialisme d'Etat dans le borbier parlementaire. Mais cette seule dénomination d'anarchiste a puissamment contribué à ne faire entrevoir que le seul aspect négateur de nos idées. Les difficultés de réalisations ont fait le reste.

Il en est résulté la formation d'une mentalité critique systématique qui dans bien des cas, ne pouvant plus dévorer les ennemis, finit par dévorer les amis. Les déviations psychologiques profondes, qui constituent fréquemment, à l'insu de ceux qui en sont les victimes, une seconde nature, finissent par s'exercer indifféremment sur tout ce qui se rattache à l'inquiétude intellectuelle. Ce ne sont pas seulement les autoritaires, les religieux, les capitalistes, les militaristes, les réformistes qui tombent sous les coups de ces mentalités, mais les anarchistes eux-mêmes, mais leurs camarades, mais leur mouvement. Car ces esprits implacables oublient le principal, le plus important des examens : l'auto-critique exercée pour agir mieux positivement.

Dans toute action il y a de la lumière et

de l'ombre. La fable des langues d'Esope peut s'appliquer à chacune de nos idées, de nos sentiments, de nos attitudes. Celui qui ne voit que l'imperfection des choses et des actes pourra toujours exercer sa verve. Mais il ne se conduira pas comme un anarchiste : c'est un nihiliste, au sens exact du mot, car les nihilistes russes luttaient pour une société meilleure.

L'histoire de l'humanité, non plus que l'existence individuelle ne peut se borner à toujours nier. La révolution française a été bien insuffisante, mais ne voit que ses limitations et ne pas admettre qu'entre la féodalité et le régime libéral bourgeois il y a une différence appréciable, c'est ignorer les faits ou les déformer par caprice. Dire que travailler quarante heures par semaine est équivalent aux journées de seize heures que faisaient les enfants raccolés par force dans les fabriques de tissus au début du capitalisme anglais, c'est encore nier l'évidence.

L'anarchie même ne sera jamais la perfection, et il est facile de prévoir, surtout dans les premières étapes de sa réalisation, des « impuretés » inhérentes à notre espèce, dont le volume et la fréquence diminueront sans doute avec le temps.

Et si, dans l'hypothèse de l'avenir, nous ne pouvons pas affirmer que les hommes seront des saints (« L'homme n'est ni ange ni bête, mais quand il veut faire l'ange, il fait la bête », disait Pascal), si nous ne pouvons pas, surtout, affirmer que toutes les belles actions n'auront, simultanément, aucune face déplaissante, comment pourrions-nous exiger dès maintenant l'existence de ces conditions parfaites ?

Il ne manque pas, cependant de camarades, qui, formés à cette école prolongée de négation, n'ayant pas conscience de leur anormalité, ont érigé l'anarchisme en une espèce de chaudière dans laquelle on brûle tout, car tout est impur. Ces anarchistes là ne feront pas l'histoire, car pour la faire il faut se mettre dans l'impureté, prendre les matériaux tels qu'on les trouve, se salir souvent en en souffrant. Bakounine n'a pas craint de se mêler aux hommes et aux faits, ni Malatesta, ni Kropotkine. Les anarchistes véritables ne le craignent jamais, car ils veulent faire l'histoire mainte-

nant, comme leurs aînés se sont efforcés de la faire hier.

Ceux qui, se réclamant de l'anarchie, contemplent nos luttteurs et ne font que relever les ombres vraies ou supposées de leur activité ont certainement, pour la satisfaction de leur vanité, choisi le meilleur rôle. Mais ils sont injustes et stériles. Injustes, parce que pour juger les autres il faut savoir se mettre à leur place, à moins que l'on ne réclame la passivité universelle, et par conséquent l'arrêt du progrès ; et cette transposition des rôles que les criticomanes réclament pour eux quand ils sont les intéressés, ils oublient de l'appliquer quand ils s'engagent en juges. On n'a le droit de critiquer ceux qui agissent « ne lorsqu'on agit soi-même. Les contempteurs n'ont moralement pas le droit de critiquer les hommes d'action. La négation n'est justifiée que quand elle se complète par l'affirmation active — lutte d'idées ou lutte de faits qui ne se dissocient pas — de conceptions supérieures.

Ce qui peut permettre un nouvel essor de notre mouvement n'est pas seulement la critique de toutes les turpitudes du capitalisme et des régimes autoritaires. Ce qui peut nous attirer des adhésions durables, c'est la compréhension intégrale de nos idées, et une action réalisatrice. Il faut bien se rappeler qu'un mouvement vit d'espoir de possibilités nouvelles, et que l'immense majorité des êtres humains ne se satisfera jamais de critiques, mais d'esprit ou de travail créateur.

C'est pourquoi, quand tant de gens, cherchant leur chemin, viennent à nous ou se demandent ce que nous voulons — non ce que nous nions, car souvent ils nient autant que les anarchistes — cet esprit critique maladif doit cesser de s'exercer. Ou bien, ceux qui en sont victimes doivent se déclarer nihilistes, fonder des groupes nihilistes, et ne plus déformer l'anarchisme en le présentant comme la négation de toute chose. Si nous ne prenons qu'un de ses deux aspects, il sera toujours préférable de présenter son contenu constructif, de dire ce que sont nos aspirations. Car, reprenant la phrase de Proudhon, la négation implique une affirmation pour les hommes normaux, pour les sains d'esprit, et très souvent ce sont les anormaux, les tempéraments insociables qui, par leur inconscience et leur manque de sensibilité, font le

plus de bruit et semblent avoir raison aux yeux du profane.

Mais le profane comprendra toujours qu'en déclarant notre volonté d'organiser une société meilleure, nous combattons celle qui existe. C'est pourquoi je pense que nous ne devrions jamais définir l'anarchie comme la négation de l'autorité, ce qui ne fait comprendre « l'affirmation subséquente » qu'à ceux qui la connaissent (1) mais comme la conception d'une société où les activités se sont réglées uniquement d'après les besoins sociaux, par l'entente directe des organismes créés à cet effet.

L'anarchie ainsi comprise, l'anarchie faisant évoquer automatiquement comme cela avait lieu chez ces penseurs qui ont souvent commis l'erreur de ne pas penser au danger de la vulgarité, une société où des êtres humains seraient unis harmonieusement pour les fonctions qu'ils devraient accomplir, où toutes les institutions seraient fédérées pour embrasser la société entière, où la morale individuelle remplacerait la loi, où la réaction immédiate, directe, de la collectivité freinerait les déviations, où les actes antisociaux dangereux, mèneraient dans de véritables réformatoires (en criminologie comme en pédagogie, nous avons précédé de trois quarts de siècle les idées les plus modernes), est aux antipodes de la critique unilatérale, qui est la négation de ce qu'elle doit défendre.

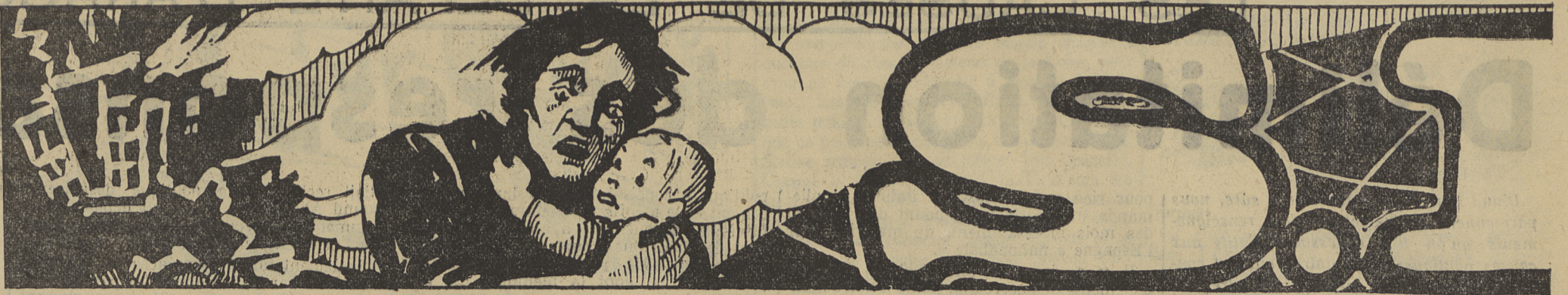
Il est nécessaire que cela soit compris, et détermine les attitudes. Les négateurs systématiques ne sont pas à leur place dans notre mouvement. Ils s'y sont égarés. Seuls les réalisateurs peuvent, à juste titre, faire partie d'une force organisée défendant une société également organisée, où toutes les arches aient été remplacées par la coordination respectivement désirée et volontairement respectée des éléments qui la composeront.

MAX STEPHEN

(1) Quelque s'affirmant anarchiste dès 1840, Proudhon a presque toujours préféré s'appeler fédéraliste ou socialiste. Nos camarades de la Première internationale s'appelaient aussi surtout des fédéralistes. On trouve chez Bakounine lui-même le mot anarchie employé dans le sens de désordre. Proudhon le faisait continuellement.

Le Front populaire
traite maintenant avec
Mussolini !

Après avoir abandonné
l'Espagne antifasciste, voilà
qu'il la trahit ouvertement.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Alertons tout le monde et faisons nous-mêmes ce que nous pouvons

Nous ne savons comment vous parler, camarades : sous quelle forme vous dire ce que nous ressentons. Nous recevons d'Espagne les nouvelles directes, sans qu'elles aient été tronquées par les journaux ; nous avons souvent la visite de militants espagnols qui, venus en mission à Paris, s'en retournent en pleine mêlée.

On nous montre des photographies et on nous raconte des scènes de « vie ». Tout est d'une tristesse infinie.

Et le plus affligeant est que nous ne pouvons nous empêcher de penser que tout cela se produit par la faute du prolétariat international, par la faute du prolétariat français qui, placé au premier plan, pouvait plus que tout autre imprimer aux événements qui se passent en Espagne un autre cours.

Si le cran, l'esprit d'abnégation étaient, en la circonstance, d'une utilité principale, nous n'aurions pas lieu de trembler autant, le sort de la révolution espagnole dépendrait toujours de la volonté de ses héroïques défenseurs.

Malheureusement, le matériel de guerre leur fait défaut et la faim les prend tous aux entrailles ; alors que leurs adversaires sont abondamment

pourvus d'armes, de munitions, d'avions, surtout, et de nourriture. Tout n'est cependant pas perdu, là-bas, si tout est en péril.

Pour que la victoire revienne dans le camp de nos amis, il suffirait que le peuple de notre pays agisse pour l'Espagne antifasciste en prenant exemple sur les gouvernements italien et allemand, dont la solidarité ne fait pas défaut à l'Espagne fasciste.

Nous avons honte de renouveler ces vérités-là, après des mois d'une lutte qui, si elle a grandie le peuple espagnol, n'a pas relevé le prestige du peuple de France.

Notre devoir est d'insister quand même. Peut-être nous écouterait-on, en définitive !

Notre devoir est d'apporter nous-mêmes, aux vaillants copains d'Espagne, toute notre aide morale, celle matérielle, notamment.

Le désir de la section française de la S.I.A. est de n'y avoir de plus en plus les moyens, vous, les amis de la S.I.A., vous, les adhérents à la S.I.A.

Où craignez de voir succomber vos frères en idéal avant de vous être imposé, de leurs vivants, tous les sacrifices.



A BARCELONE
Devant son logis dévasté.

DANS NOS SECTIONS

CHEZ LES LYONNAIS

La section lyonnaise de la S.I.A. a vu le jour depuis quelques mois et peut déjà compter plus de mille adhérents (Lyon et banlieue immédiate). Cependant, aucune organisation n'a eu autant d'adhésions que la S.I.A., qui cherche pourtant à rassembler tous les antifascistes au-dessus des tendances idéologiques de chacun. Parmi tous les ennemis de la S.I.A., il est évidemment naturel que se trouvent les fascistes de tout acabit et les fascistes rouges stalinien en premier lieu. Les socialistes réformistes « à la Blum » sont eux aussi bien dans leur rôle en combattant la S.I.A. puisque celle-ci dévoile leur duplicité en exigeant l'ouverture de la frontière espagnole que leur « grand » leader a bloquée. Mais il nous est pénible de constater que des secteurs sincèrement révolutionnaires ne sont pas avec nous et que la S.I.A. doit subir l'hostilité sourde de certains pursistes de l'anarchisme (pursistes surtout en paroles) ou du troïskisme, de ceux qui à 10 veulent chambarder le vieux régime et installer la dictature de leur « parti d'élite ».

Heureusement que si la S.I.A. a des adversaires plus ou moins déclarés, elle peut compter sur le dévouement absolu des anarchistes de l'Union Anarchiste de nombreux secteurs antifascistes : Socialistes révolutionnaires, J.E.U.N.E.S., syndicats des Métaux, instituteurs, etc., tous unis fraternellement au sein de la S.I.A. S.I.A. triomphera. — Lavorel.

A MONTPELLIER

Dans notre section, nous avons 95 adhérents ; naturellement, il y a toujours un peu de déchet comme, d'ailleurs, dans tous les groupements ; mais, enfin, ça va. L'affiche du « blé et des armes » a fait assez sensation ici, au point que la presse locale bourgeoise s'en est occupée. Un journal a été jusqu'à nous mettre au défi de prouver que les « dirigeants » de la section française de la S.I.A. soient de nationalité française. Nous lui avons répondu, mais il est probable que notre mise au point ne sera pas insérée. — Louman.

Bravo ! chers camarades, pour votre zèle à nous aider. Nous sommes très satisfaits d'apprendre que vos efforts persévérants aboutissent et que la S.I.A. française compte déjà 40.000 membres. Votre affiche « du Blé et des Armes » est magnifique, nul doute qu'elle ait ému la population française.

HERRERA

(secrétaire général de la S.I.A. internationale).

VOIX D'ESPAGNE

Depuis quelque temps, depuis quelques jours surtout, je ne cesse de penser à l'Espagne, aux batailles qui s'y livrent, aux douloureuses péripéties du drame qui s'y déroule, aux atrocités dont la Catalogne envahie est le théâtre.

C'est, chez moi, comme une idée fixe ; cela tourne à l'obsession.

Je cherche en vain à orienter ma pensée dans une autre direction. Malgré moi, et promptement, je suis ramené à l'angoisse qui m'étreint.

Je vois fuir, à travers le ravin et la montagne, des vieillards, des femmes, des enfants et, dans cette foule, prise de panique, quelques hommes jeunes encore : fils des vieillards et pères des enfants.

En proie à une crainte instinctive et cédant à l'abattement qu'engendre le sentiment d'une fureur impuissante (car ils sont dépourvus de tout moyen sérieux de résistance efficace), ces hommes ne songent qu'à sauver l'existence de ceux qui leur sont chers et à échapper eux-mêmes à la mort qui les assaille.

Je vois — oui, je vois — ce spectacle navrant que me présente la fuite éperdue, le « sauve-qui-peut » de cette foule traînant avec elle, sur elle ou à sa suite, les pauvres hardes, les quelques provisions et les menus objets qu'il lui est possible d'emporter.

Mes yeux se détournent de ce lamentable défilé ; mais, déchirées par les sanglots des mères, par les cris de frayeur des enfants, par la clameur furieuse des hommes, mes oreilles m'y ramènent.

M'y ramènent aussi le vrombissement des avions porteurs de bombes, le grondement des canons jeteurs d'obus, le crépitement de la mitraille semeuse de projectiles meurtriers, la rafale monstrueuse de ce matériel de massacre tendant à paralyser ou, pour le moins, à ralentir cette course précipitée vers le refuge et la sécurité.

Songe affreux ? — Non. Cauchemar d'épouvante ? — Non. Je suis pleinement éveillé et conscient.

Hélas ! Cent fois hélas ! C'est la dramatique réalité.

Si j'en doutais, toute incertitude serait rapidement dissipée ; car, dominant ce fracas infernal et comme si brusquement le silence — un silence de mort — s'était fait, j'entends distinctement une voix d'une sonorité éclatante.

C'est une émouvante lettre qui me parvient à l'instant de Barcelone :

FRERES DE TOUS LES PAYS ET VOUS, SURTOUT, FRERES DE FRANCE, ECOU-TEZ :

« A quoi songez-vous et que vous faudra-t-il dire et faire pour vous arracher à votre criminelle indifférence ?

« Il est vrai que, de votre part, les paroles d'encouragement, les serments d'amitié, les promesses de fraternelle solidarité ne nous ont jamais manqué.

« Il est vrai que, grâce aux souscriptions que vous avez recueillies, vous nous avez soutenus. Mais dans une si faible mesure !

« Des vivres, des vêtements, des produits sanitaires, c'est bien quelque chose et ce que, dans ce domaine, vous avez fait pour nous venir en aide, nous ne l'oublions pas, nous ne l'oublions jamais.

« Mais, estimez-vous que, ce faisant, vous avez rempli à notre égard tout votre devoir et que vous avez fait tout ce que, depuis vingt et un mois, nous sommes en droit d'attendre de vous ?

« N'avez-vous pas compris et maintes fois déclaré que notre victoire serait votre victoire et que notre défaite serait votre défaite ?

« Ne le pensez-vous plus ?

« Ou bien seriez-vous de ceux qui se rangent du côté des vain-

queurs et abandonnent ceux que menace l'écrasement ?

« Nous avons déjà perdu un nombre considérable des nôtres, les plus vaillants, les meilleurs. Nous laisseriez-vous assassiner tous ?

« Nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas le croire.

FRERES,

« N'écoutez pas ceux qui prétendent que la victoire des armées italiennes et allemandes de Franco est désormais certaine. Ils mentent.

« La partie continue et nous la jouerons jusqu'à notre dernière carte.

« Notre sang coule et nous ne vous demandons pas de verser le vôtre. Gardez-le pour les luttes que, bientôt peut-être, vous aurez à soutenir vous-mêmes.

« Nous ne vous demandons rien pour nous. Mais nos femmes et nos enfants souffrent de cruelles privations.

« Nous sommes durs à la fatigue, durs à la souffrance, plus durs encore au danger. Mais nous sommes envahis par une profonde tristesse à la pensée que, pour ceux dont nous sommes les soutiens naturels, nous ne pouvons rien.

« Apprenez au monde que les prolétaires de France sont de tout cœur avec les prolétaires d'Espagne.

« Dites-le haut et clair. Il faut qu'on le sache. Clamez-le et prouvez-le en faisant un effort suprême en faveur de nos familles.

« Celles-ci, nous vous les confions.

« Vite, vite, volez à leur secours.

« A l'aide ! A l'aide ! Pas demain, mais aujourd'hui. Frères, nous comptons sur vous ! »

Tel est le message que je reçois et que je vous transmets, chers amis.

Resterez-vous sourds à cet appel pathétique ?

C'est impossible.

Hâtons-nous donc d'agir. Utilisons tous les moyens auxquels nous pouvons avoir recours. N'en épargnons aucun.

Multipions-nous.

Que, dans son entourage : parents, amis, camarades de travail, chacun de nous quémante et recueille argent, vêtements,inge, chaussures, produits alimentaires, tout ce qui peut contribuer à répondre à cet appel urgent, comme le désirent nos cœurs et comme nous y convient nos sentiments et nos habitudes de solidarité agissante.

Sébastien FAURE.

Les journaux de gauche d'extrême-gauche, et l'aide à l'Espagne

Nos lecteurs connaissent le manifeste que de nombreuses fédérations syndicales, et non des moindres, ont signé et porté à la connaissance de la population par voie d'affiches.

Ici, nous félicitons hautement les organisations syndicalistes signalées. Elles ont accompli là une besogne des plus importantes, publiée une mise en garde dont, pour l'honneur du mouvement syndical tout entier, nous voulons croire encore que l'on tiendra compte.

Mais tout le monde n'est pas de cet avis, puisque ni « L'Œuvre », ni « L'Humanité », ni « Le Populaire », ni « Le Peuple » ne voudront parler dudit manifeste. Pour les trois premiers, passons ; mais que dire du « Peuple » refusant d'insérer, en faveur de l'Espagne révolutionnaire, le point de vue de grosses fédérations syndicales ?

Est-il possible que le directeur du « Peuple », Raymond Bouyer, soit pour quelque chose dans une aussi mauvaise action ?

Une idée de l'activité des adhérents de la S.I.A.

Nous avions craint que, le mois de mars passé, le recrutement des adhérents à la S.I.A. ne s'arrêtât, que le placement des cartes ne se fasse difficilement. On verra, par la lecture de nos lettres, qu'il n'en est rien. Il est vrai, aussi, que les copains faisant montre d'une si belle activité il est bien difficile de leur résister.

Du camarade Thomas, trésorier de la section S.I.A. de Brest :

Je vous adresse à votre compte chèque postal la somme de 905 fr. 55 se décomposant comme suit : 4 cartes, 85 timbres et 7 listes de souscription. Toutes nos autres listes sont placées aussi. Envoyez-en vite une cinquantaine.

Du camarade Mouget, du Mans :

S. I. A. continue ! Continue de grandir ! Nous voici à 80. Et je manque de cartes. Les affiches que nous avons fait apposer dans tous les coins de la ville semblent avoir fait impression. J'ai d'ailleurs profité d'une assemblée générale du syndicat (instituteurs) pour faire un appel en faveur de nos chers compagnons d'Espagne. J'ai eu le plaisir de constater que les camarades sentent le tragique de la situation. Une dizaine d'entre eux adhèrent et d'autres me promettent une adhésion prochaine. Donc envoyez-moi d'urgence 20 cartes et 100 timbres. Mes amis Lulu travaillent bien dans le collage des médicaments, vêtements, etc.

Du camarade Avenel, de Lillebonne (Seine-Inférieure) :

Il y a-t-il d'autres journaux qui donnent des comptes rendus de l'activité de la S.I.A. En effet, dans notre région, le champ d'action pour la propagande est assez restreint, et il est possible que des camarades qui sympathiseraient avec la S.I.A. s'effraient, au moins au début, de ne trouver des comptes rendus que dans « Le Libéraire ». Peut-être la S.I.A. a-t-elle envisagé de faire un journal qui se vendrait certainement bien aux adhérents, et permettrait un plus grand recrutement ? En tout cas, je vous soumets cette suggestion.

Nombre de camarades nous ont écrit dans le même sens qu'Avenel. Et nous sommes sûrs que tous les adhérents à la S.I.A. verraient d'un bon œil la naissance d'un tel organe. Il faut dire aux uns et aux autres que nous ne nous refusons pas à demander l'hospitalité de leurs colonnes aux journaux sympathiques à la S.I.A., mais que nous n'avons trouvé que « Le Libéraire » pour nous abriter aussi confortablement.

Nous sommes nous-mêmes partisans d'un journal S. I. A. ; plus que quiconque nous en sentons la nécessité. Mais c'est l'heure du lancement qui nous tracasse. Est-il opportun de le créer en plein été ? Ne vaut-il pas mieux attendre la veille de l'hiver ?

Du camarade Olmo Mariano, de La Bouilladisse (Bouches-du-Rhône) :

Notre section prend de l'ampleur, elle compte 44 adhérents, nous allons dépasser la centaine ; après nous nous efforçons d'atteindre les 200. Nous avons réussi à former une sous-section à Barjols, qui, à peine née, compte déjà 21 membres ; elle se mettra directement en relations avec vous.

Du camarade Borsol, à Fosses (Seine-et-Oise) :

Je vous envoie le montant de 3 cartes et 55 timbres. Faites-moi parvenir 3 exemplaires de la brochure et des affiches. Mon champ d'action est assez limité, isolé que je suis en pleine campagne, mais je pense que l'effort le plus modestes est utile. Je soutiendrai donc la S.I.A. car en ce grave moment peut-être parviendra-t-elle à synthétiser toutes les forces antifascistes, en dehors bien entendu du sordide antifascisme « maison » et front populaire.

Du camarade Toulorge, de Carentan :

Comme promis à Huard je vous fais parvenir les comptes de la conférence. Nous sommes persuadés que vous êtes satis-

faits du résultat de notre effort. Notre succès a dépassé toutes nos plus optimistes prévisions, la conférence de Huard a été lumineuse et très goûtée. Maintenant que nous en réalisons les échos le but s'avère atteint matériellement et moralement. Nous aurons bientôt un bon groupe de la S.I.A.

Des camarades enthousiastes, des camarades franchement heureux du résultat viennent nous trouver absolument débordants de confiance d'un succès jamais atteint dans notre coin. De vieux camarades surtout connaissant toutes les difficultés rencontrées dans ce pays des plus réactionnaires et rétrogrades se félicitent d'une réussite qui n'a pas de précédent. Aussi continuerons-nous avec une foi accrue notre propagande de fraternité humaine et de libération.

Du camarade Richard, de Nantes :

Je vous envoie 30 fr. pour 10 cartes, 30 fr. pour 30 timbres et 89 fr. d'une collecte. Tous les mois avec les copains qui ont pris les cartes nous enverrons quelque chose.

Du camarade Kléber Duval, d'Alençon :

Je vous ai adressé un chèque postal de 400 fr. produit de souscriptions. Vous en recevez un autre d'ici peu. Je dois avouer que l'effort en faveur de la S.I.A. est ici insuffisant. Les organisations politiques et syndicales se déclarent bien d'accord, mais elles n'ont jusqu'ici fourni aucun travail. Seuls les instituteurs syndiqués ont donné. J'espère tout de même que l'union locale des syndicats finira par y mettre du sien.

Du camarade Rauzier, de Saint-Gilles (Gard) :

Ici les prolétaires commencent à comprendre qu'ils ont tout à perdre avec l'arrivée du fascisme, aussi il nous est plus facile de les faire adhérer à la S.I.A. Vous voudrez donc bien m'envoyer 20 cartes de plus.

Du camarade Casier, de Narbonne :

J'ai bien reçu les affiches et vous demande s'il est possible d'en avoir encore 20, car j'en distribuais dans quelques villages où des camarades espagnols en demandent. Pouvez-vous également m'adresser 50 cartes de la S.I.A. et 100 timbres ?

Du camarade Couissinier, au nom de l'active section de Saint-Nicolas-Marseille :

J'ai bien reçu votre dernier envoi. Mais comme la S.I.A. s'étend de jour en jour, et que le peuple de la vallée de Sèze commence à comprendre, je voudrais que vous m'expédiez par le premier courrier 50 cartes, 600 timbres, 50 insignes et 100 brochures, ainsi que des tracts à diffuser.

De Fehrenbacher, section Nord-Africaine de la S. I. A. :

Bien reçu les affiches « du blé et des armes ». Nous avons besoin d'urgence, en raison de la création de nouvelles sections, de 500 cartes, 2.000 timbres, de bulletins d'adhésion et de listes de souscription.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

CLICHY. — Conférence filmée, mardi 26 avril, à 20 h. 30, au Casino Pathé, 35, bd Jean-Jaures.

CLAMART. — Grande réunion mercredi 27 avril, à 20 h. 30, place Hunebelle. Orateurs : Chazoff, Sébastien Faure.

COLOMBES. — Grand meeting, mardi 30 avril, à 20 h. 30, salle municipale, rue Julien-Gallée. Orateurs : Chazoff et Georges Ploch.

VALENTIG (Seine-et-Oise). — Meeting, vendredi 29 avril, à 20 h. 30, salle du Coteau. Orateurs : Chazoff et Jaquier.

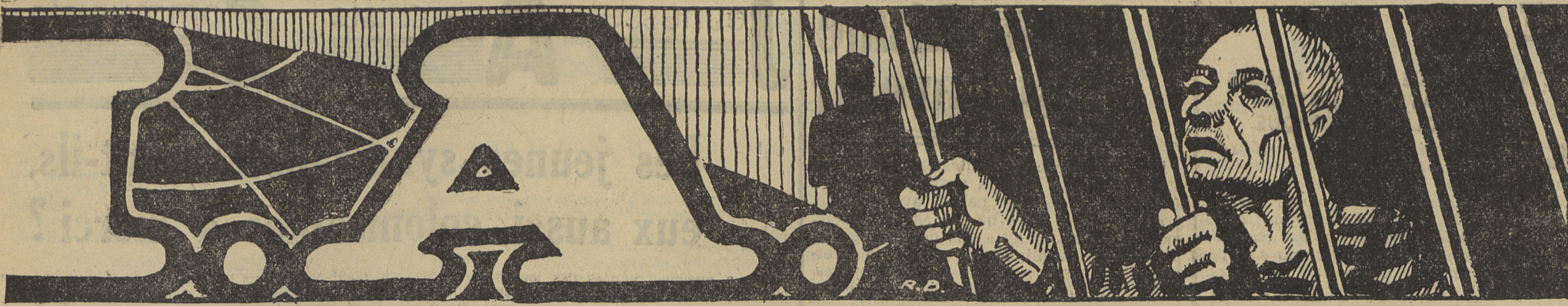
CRETEIL. — Grande réunion, vendredi 29 avril, à 20 h. 30, salle Carrière, place de l'Eglise. Orateurs : Huard et Jaquier.

LYON. — Permanence, 212, rue de Créqui, de 17 h. à 19 h. le lundi et le mercredi, de 20 h. à 22 h. le vendredi, de 14 h. à 18 h. le samedi.

VILLEURBANNE. — Permanence, Palais du Travail, salle 1, de 16 h. à 18 h. 30 le jeudi, de 10 h. à 12 h. le dimanche, 66, rue du Quatre-Aout.



On étouffe, dans Barcelone, sous l'explo sion.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11^e) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Tenemos todavía la tercera parte de España.

Aún podemos ganar, si recibimos ayuda.

Viveres y armas.

Mandemos los víveres.

Exijamos las armas.

Por una verdadera unidad

No sabemos si es todavía tiempo de escribir estas líneas. Pero afirmamos que en caso de quedar aún esperanza, solo obrando de la forma que expendremos se podrá obtener la victoria.

Según noticias que nos llegan, hay todavía en las cárceles de España unos 2.500 presos antifascistas. Fueron puestos en libertad otros tantos. Tan pronto salieron a la calle, se fueron a los frentes, para alentar a los milicianos bastante descorazonados por el giro de la guerra.

Tal vez los que quedan entre rejas no sirvan para oradores, pero no nos interesa. El concepto utilitario de la justicia es la negación de la justicia misma; y donde ésta no existe, es difícil levantar el ánimo de los hombres, y despertar su espíritu de sacrificio.

Estamos mal armados, es verdad. Desde el principio de la pelea hemos tropezado con esta dificultad. Pero aun cuando hubiéramos tenido el doble de armas de lo que han tenido los fascistas, estaríamos condenados a perder si no hay armonía, lealtad, rectitud entre las fuerzas antifascistas.

Se ha hablado mucho de estas cosas, todo el mundo las reclama. Pero muchos suelen encubrir con este reclamo su propia violación de lo que es condición de victoria.

La moral puede a veces suplir a la deficiencia material. Pero no hay verdadera moral donde no hay unidad sincera. Y no hay unidad sincera, ni es posible, allí donde unos encierran a otros.

No podemos olvidar que lo que ocurre ahora es consecuencia de la situación en la que se ha dejado, desde el principio de la lucha, al frente de Aragón. Sin este sabotaje, que pagamos con decenas de millares de existencias, y con la pérdida de tanto territorio, no estaríamos abocados adonde nos encontramos.

En estos momentos, nuestras fuerzas toman la ofensiva en Guadalajara, en Extremadura, en Andalucía, para tratar de desorganizar el frente catalán. Es la primera vez, desde que la guerra ha empezado, que se intenta movimientos de diversión, ayuda lejana, pero eficaz, de un frente amenazado, por otros.

El Norte ha caído sin que se tome esas iniciativas, cuando Madrid sufriría de los embates de la bestia fascista, nada se hacía por otros lados. Lo mismo que cuando cayó Málaga.

Sólo se pidió el apoyo, la acción del frente aragonés, para despregarlo, a sabiendas de que se le condenaba a la inacción, privándolo sistemáticamente de armas, exponiéndolo a caer, a la menor embestida.

Hace más de un año, ciertos ministros decían a cierto compañero nuestro: « Os hemos de ver de rodillas ante nosotros, pidiéndonos armas », « Esperamos que el frente aragonés esté hundido para mandar nuestras fuerzas y tenerlo en nuestras manos ».

Los que esto decían no han dejado de desempeñar un papel importante en la política de España. Y si, en su fuero interno siguen pensando lo mismo, es difícil tener la menor confianza en el resultado final de la lucha.

El deseo de esos hombres ha sido colmado. Ha sido hundido el frente de Aragón. Pero la avalancha no ha sido detenida donde esperaban.

¿ Hay medios técnicos para hacer frente a la situación? Esperémoslo. En todo caso, tenemos el deber de insistir, internacionalmente, para que lleguen. Pero repetimos que, en la forma en que se ha actuado hasta el presente, por muchos medios de que dispongan, nada se hará, sino perder, en caso de que la política de guerra no se limpie de esas zancadillas que hacen tambalear a España entera.

La política partidista, cuyas consecuencias desastrosas tocamos ahora, debe terminar de una vez, y sinceramente.

No distinguimos entre los antifascistas verdaderos. Nos inclinamos y besamos el cadáver de los guardias de asalto que caen frente al enemigo común, como besamos el cadáver de los anarquistas víctimas de las balas enemigas. Todos los combatientes de la causa antifascista, los combatientes verdaderos de la vanguardia son hermanos nuestros.

Pero deben serlo, de verdad, en los hechos, para los demás.

Si España puede salvarse aún, es galvanizando las energías de todo el pueblo, demostrando se con hechos, que se es leal para con todos.

Entonces, con la mitad del armamento que reciben los fascistas, podríamos aguantar y tener esperanza. DE OTRO MODO, NO LA HAY.

Y porque deseamos, con toda el alma, que los fascistas sean vencidos, pedimos esta unificación de los espíritus y de la acción. Y creemos necesario decir francamente estas cosas que debían haber sido dichas hace mucho tiempo. Lo contrario sería hacernos cómplices, por silencio, de los manejos políticos que nos impidieron avanzar cuando podíamos y donde podíamos, cosa que los fascistas deben agradecer rendidamente, porque les ha resultado más eficaz que los aviones, los tanques y las tropas enviados por Italia y Alemania.

En socorro de Cataluña

Quien escribe estas líneas no es catalanista. No se tomen nuestras palabras como dictadas por un sentimiento regionalista inexistente en nosotros, y que postergaría el resto de España con relación a la región donde se ha establecido el gobierno central, sin haber hecho gran cosa para defenderla, sea dicho de paso.

Pero lo único que podemos ayudar directamente hoy, es Cataluña. La España antifascista ha quedado cortada en dos por las fuerzas italo-hispano-alemanas. Por un lado, está la región catalana. Por otro, Levante, parte de Castilla, de Andalucía y Extremadura.

Franco y su gente cuentan con un factor poderoso: el hambre. Cataluña es una región industrial, que no produce para alimentarse, la cuarta parte de lo que necesita. Cataluña produce tejidos, zapatos, cueros, máquinas, muebles, cosas todas que no se comen. Cambiaba estos productos con las regiones agrarias de España, especialmente Castilla. El cambio disminuyó enormemente a causa de la guerra. Ha sido cortado completamente ahora.

Aragón podía ser una ayuda. Lo ha sido. No tanto como se suponía, porque se ignoraba demasiado la escasa cantidad de trigo de que esta región puede disponer normalmente para intercambiar. Pero, de todos modos, algo podía suministrar en alimentos vegetales y en carne. Pero Aragón ha sido conquistado por el enemigo.

Además, ha sido conquistada una parte agraria de Cataluña. Lo que le queda en producción vegetal se compone sobre todo de uvas y patatas. Pero esto no basta para alimentar a una población, y además, hay para rato antes de cosechar cada uno de estos productos.

La población catalana es hoy casi el doble de lo que era antes. Hay refugiados de Castilla, de Madrid, de Andalucía, de Aragón. Hay los de la provincia de Lérida invadida por el enemigo. Hay los de la parte levantina que acabamos de perder. Y si, antes de esta llegada de los últimos refugiados, faltaba ya alimentos en la forma angustiosa que se ha señalado, fácil es suponer cual será ahora la situación.

No sabemos hasta qué punto se tiene armas para resistir. No queremos manifestar al respecto ni optimismo ni pesimismo. No sabemos que mucha promesas oficiales no han sido cumplidas. Pero esto es cosa aparte.

Debemos, en lo que nos concierne, cumplir con nuestro deber. Y nuestro deber es impedir que Cataluña caiga de hambre, además de atender a la campaña pro apertura de la frontera que la S.I.A. ha llevado a cabo sin interrupción.

Suministrar víveres a Cataluña es una obligación imperiosa que todos debemos comprender, sentir y cumplir. Los planes del enemigo no deben ser secundados por nuestra pasividad, por nuestra indiferencia. La falta de alimentos no debe hacer caer a los chicos, a las mujeres en las calles de las ciudades, en los hogares ensombrecidos, en las fábricas y los talleres.

Cataluña debe comer, debe mantenerse. Y la ayuda debe venir del exterior. Debe venir sobre todo de nosotros. No valen en estos momentos los regionalismos estupidos en pro o en contra de esta o aquella parte de nuestro país. Vale únicamente la solidaridad con toda la España antifascista, la ayuda aportada a los que más la necesitan. Porque al caer un sector tan importante del frente antifascista, todo el frente será arrastrado en la caída.

No hay pues que doblar los esfuerzos. Hay que multiplicarlos por diez. La población heroica y mártir que soporta la guerra y la lleva a cabo come cinco veces menos que nosotros, por poco que comamos. Pensemos en esto. Y si mañana lo peor sucediera, no tengamos el remordimiento de no haber hecho lo que debíamos, lo que podíamos por salvar a España de las garras del fascismo.

Federación de comités de acción antifascista

REGIONAL DEL SENA : 33, Rue de la Grange-aux-Belles, Paris, 10^e

DOMINGO 24 ABRIL 1938

a las 2 h. 30 de la tarde

GRAN ACONTECIMIENTO

TEATRAL

con el concurso

del Grupo Artístico

CULTURA POPULAR

en la Sala de Lancry

10, Rue de Lancry, 10, Paris

A BENEFICIO DEL PUEBLO

ESPANOL

con la Representación por primera

vez en París

de la grandiosa obra palpitante

de actualidad

19 DE JULIO

EL TRIUNFO DEL PUEBLO

Nota. — Se pueden retirar las CARTAS DE INVITACION en el Comité Regional : 33, Rue de la Grange-aux-Belles, en todos los Comités Locales, en la secretaría de la S.I.A. : 26, Rue Crussol en la administración de « Nueva España Antifascista » y en la sala el día de la representación.

MEDIOS DE COMUNICACION :

METRO : Lancry y Republique

AUTOBUSES : Adyacentes

Place Republique

Las puertas de la sala se abri-

rán a las 2 en punto — Telón a

las 2 h. 45.

¡A TODOS LOS ANTIFASCISTAS!

« 19 de Julio... o El Triunfo del

Pueblo ».

Es el reflejo fiel de la gesta gloriosa que el proletariado español ha escrito en los anales de la Historia del Mundo.

« 19 de Julio »... fué la fecha que quedó grabada en todos los corazones del proletariado universal.

En esta obra se destacan todos los tipos odiosos que han sido capaces de tal iniquidad, el alto clero, el militarismo autoritario y dictador, el capitalista cerril y fanatizado por ellos.

Antifascistas españoles nunca mejor que ahora que la España del Pueblo está en pie y en momentos tan críticos parecidos a aquella fecha para que acudais todos a aplaudir nuestro « 19 de Julio »... y demostrar con vuestra presencia la Solidaridad hacia los que con tanto heroísmo defienden la Libertad del Mundo.

Notas desde España

PARA LA HISTORIA

Hay una hecho que conviene recalcar, para la futura historia de nuestra lucha. Es la pobreza de los resultados obtenidos por la dirección centralista y única de la guerra antifascista.

Tal vez haya quienes opinen que no es éste el mejor momento para hablar de tales cosas. Pero hay que decirlo o señalarlo mientras podemos. Dentro de algunas semanas, tal vez no sea posible.

Se sabe que el frente de Aragón no se movía antes porque carecía de armas. ¡Cuántas campañas se hicieron en su contra, acusándolo de perezoso, de insolitario, de fascista y otras lindes! Los que estaban en el secreto de las cosas sabían que no se movía porque no tenía armas, cosa que no podíamos decir para que no se nos acusara de hacer el juego al enemigo, diciéndolo por donde podía atacar.

¡Como si no lo hubiera sabido!

Pero vino la militarización. Vino el encuadramiento de las milicias en el « ejército popular ». Vino la supresión de la consejería de guerra en Cataluña, y el nombramiento de un jefe militar único, responsable ante el Gobierno central y dirigido por él : el general Pozas. Vino la centralización de todo el ejército en las manos de un solo hombre...

Ya no podía decirse que éramos nosotros responsables de lo que ocurría en el frente aragonés. Hace casi once meses que esto ocurrió. En once meses, hubo tiempo de organizar las cosas, de movilizar fuerzas, de entrenar hombres, de construir trincheras, de reorganizar los mandos, de establecer líneas de defensa, de hacer un sinfín de cosas.

Los resultados de lo que se ha hecho están a la vista. Es posible que se trate de explicar lo sucedido por la « huida cobarde de los soldados ». Ya se rumorean estas cosas, y no faltan maldicidos ni imbéciles que las repiten. Pero ya que escribo para lectores que se encuentran en Francia, les pido que releen los periódicos en los cuales se relata, la llegada de las tropas que debieron pasar los Pirineos. Estos periódicos nos llegan aquí. En ellos se verá que los combatientes de la libertad tenían armas de lo más antiguas mezcladas con armas modernas. Desde escopetas de caza hasta fusiles buenos, pistolas viejas y otras mejoras, a veces un simple puñal.

Venga la culpa de donde venga, ahí está la causa. Nuestros solda-

S.I.A. sigue y seguirá en pie

S.I.A. sigue y seguirá en pie. S.I.A., lo hemos hecho constar desde el principio, no ha sido creada para ser una sucursal de la Cruz Roja, una nueva asociación de beneficencia que tiende a mitigar el dolor sin hacer frente a sus causas. Solidaridad Internacional Antifascista es una organización de combate. De combate contra el fascismo. Ha nacido al calor del hecho español, ha sido constituida inicialmente en España, pero su acción no se limita ni se limitará en este país, ni a este solo aspecto de la lucha.

S.I.A. es una organización mundial, que lucha sobre el plano mundial. Liquidado en asunto de España, el combate continuará. Si perdemos, continuará en la misma España, porque lucharemos contra Franco en su propio terreno, lo mismo que los antifascistas italianos luchan contra Mussolini en Italia, sea dentro de las fronteras, sea desde fuera, sea coordinando los dos aspectos de este movimiento.

No pensamos, en caso de que venzan, las armas alemanas y los « voluntarios » italianos, portugueses, rifeños, marroquíes, los legionarios, ralea de bandidos de todas las naciones que pelean por cuenta de Franco, no pensamos, retenido bien, abandonar la lucha. Este combate de España es un episodio de las convulsiones del mundo, de un mundo que está cada vez más encerrado en sus contradicciones, y que se hundirá en una u otra forma.

Y en este combate, habrá más ataques nuestros, habrá más víctimas que socorrer. Las habrá en todas las naciones europeas, las habrá en América del Sur donde el fascismo extiende cada vez más sus garras, las habrá en Oriente, las habrá en África... Siempre las hubo. Pero están en mayor número, y por esto se justifica la creación de una organización encargada no solamente de socorrer a los que caen en la batalla, sino también de aunar los esfuerzos para hacer morder el polvo a la represión.

No lo olvidéis, pase lo que pase, S.I.A. sigue y seguirá en pie. Por el momento acude a lo más urgente. Concentra sus esfuerzos sobre España. Los concentra ayudando económicamente, pero también políticamente, desde el punto de vista escueto de la lucha.

Fundada para combatir por la libertad del mundo, S.I.A. se mantendrá mientras haya tiranos y represiones.

dos estaban desarmados, como lo fueron siempre en este frente. Y no fueron exterminados, a pesar del mando único, porque pudieron pasar por los Pirineos. Porque toda la organización gubernamental se olvidó decirles que se retiraran a tiempo.

Tengo la impresión de que estos hechos tienen una cierta importancia histórica. ¿Y tú, lector?

ANTIFASCISTA.

¿Qué ha sido de Maroto?

Según noticias que acabamos de recibir, se tiene en Barcelona, la casi seguridad, y hay quien está seguro de que Maroto ha sido fusilado.

No nos sorprendería, porque era el mejor guerrillero de Andalucía, el hombre más capaz de conducir allí las tropas a la victoria y hacer un movimiento de diversión para ayudar a Cataluña, cerse.

Esperamos que el pesimismo que cunde en Barcelona sobre la suerte de este héroe de la lucha antifascista pueda desvanecerse. Pero la seguridad es casi absoluta, y no nos hacemos muchas ilusiones.

¡Compañero antifascista!

Reservad vuestra noche del Sábado 30 de Abril para asistir al ACONTECIMIENTO CINEMATOGRAFICO que se celebrará en la SALA SUSSET, Quai de Valmy (metro : Jean-Jaurès) Donde pour primera vez en París se proyectará la gran película titulada.

AURORA DE ESPERANZA

En Siete partes sonora y hablada en Español. — Realizada por el Sindicato de Espectáculos Públicos de Barcelona. Esta representación es privada; y procurarse las cartas de invitación en los Comités Antifascistas.

Federación de comités españoles de acción antifascista en Francia

Esta Federación cuya actividad es ejemplar, acaba de remitirnos su Estado de cuentas correspondiente al mes de marzo. Las entradas son las siguientes :

	francos
Total de donativos	105.769 45
Venta propaganda	3.461 80
Regional del Ródano, para comprar mercancías	39.769 45
Recibido para gastos de paquete	14.775 »
Cambio de 4.838 pesetas por	1.307 10
Gira cine en los Pirineos Orientales	3.921 40
Comité Pro-Spagna para un encarcelado	100 »
Devolución gasto camión por Reg. del Ródano	591 70
Narbonne, para « Mujeres Libres »	383 »
Beneficio gira mítines Carcassonne	367 90
En caja al 28 de febrero	51.292 06
Total entradas	221.768 01

El detalle de las salidas da un total de 116.566.10 francos, de los cuales 74.899.10 para compra de mercancías, 3.000 para subvención a España Antifascista, 3.300.45 para auxiliar a milicianos refugiados, etc...

Queda en caja al 31 de marzo la cantidad de 105.301.91 francos. Fueron transportados 2.751 paquetes, para civiles y 324 para milicianos. La Federación anuncia para en breve la publicación de un folleto en el cual se explicará la labor realizada desde su fundación. El interés de este trabajo será sin duda muy grande.

SAVEZ-VOUS QUE...

LE STATUT DU TRAVAIL EST UNE ARME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

La délégation de pouvoirs demandée, à la veille de sa chute, par le gouvernement Blum, concernait, entre autres mesures, l'achèvement du Statut du travail.

Quels sont les aspects exacts du statut envisagé ?

La classe ouvrière réclame principalement l'échelle mobile des salaires, garantie de leur pouvoir d'achat, le contrôle de l'embauchage et du débauchage, le maintien et l'augmentation des pouvoirs des délégués du personnel ; elle demande que le droit de grève ne soit point limité.

La bourgeoisie accorde, au lieu de l'échelle mobile des salaires, l'arbitrage obligatoire, qui ne peut en rien lui être comparé. La seule des lois du Statut moderne du travail qui fut jusqu'ici adoptée — le 5 mars 1938 — est la loi sur les procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoires. En cas de variation notable du coût de la vie les arbitres ou le surarbitre doivent proportionner les salaires à la variation constatée, ce qui ne signifie point une hausse qui corresponde exactement au coefficient du coût de la vie, mais seulement une certaine hausse proportionnelle. La demande en révision n'est recevable que si la variation indiquée par l'indice officiel du coût de la vie, atteint 5 %. Cette révision — sauf si l'élévation de l'indice atteint 15 % — ne pourra être effectuée que tous les six mois. Enfin, il faut surtout noter que les salaires sont adaptés à « au moins que ne soit apportée la preuve que ce rajustement est incompatible avec les conditions économiques de la branche locale, régionale ou nationale d'activité économique, pour laquelle a été formulée la demande d'ajustement... ».

Le projet de loi qui concerne le contrôle de l'embauchage et du débauchage, n'oblige qu'en principe les patrons à s'adresser aux offices publics de placement ; les exceptions sont multiples.

La loi n'exécute nullement le refus d'employer des ouvriers en raison de leur activité syndicale, ni leur licenciement, pas plus qu'elle n'empêchera un patronat de combat, d'embaucher d'une façon systématique les membres des syndicats professionnels !

Les pouvoirs des délégués du personnel sont ainsi définis par l'article 5 du projet de loi : « Transmettre à la direction toutes les réclamations individuelles et collectives relatives aux conditions de travail, à la réglementation du travail, à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ». Le délégué qui excédera les limites de son mandat pourra être déchu de sa qualité de délégué par le conseil de prud'hommes ou par le juge de paix. Le jugement sera définitif et sans appel. Le délégué déchu sera inéligible aux fonctions de délégué du personnel de l'établissement durant un délai de un à trois ans. Comme un employeur pourra toujours déclarer qu'un délégué a outrepassé les limites à lui tracées...

En examinant, pour terminer, le projet sur les grèves déposé par Chautemps, on ne peut que constater le désir du gouvernement de Front populaire de rendre les grèves impossibles ou inefficaces, sous couleur de les réglementer. Une grève devra être acceptée ou refusée par les salariés de l'entreprise, au scrutin secret ; cette mesure a pour but d'éviter tout déclenchement rapide de grève survenant au moment propice, et aussi de rendre difficiles les mouvements qui intéressent plusieurs entreprises et demandent une action d'ensemble. Dans le meilleur des cas, la majorité des salariés se prononcera pour la grève, l'entreprise sera seulement neutralisée, à condition que son fonctionnement ne soit pas indispensable à la subsistance ou à la sécurité de la population ni à la vie des autres entreprises. Si cela était « le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement... », en accord avec les employeurs et les travailleurs intéressés, à défaut par intervention directe ».

Il n'est nul besoin d'insister pour montrer que le Statut moderne du travail n'est qu'une redoutable tentative d'étranglement de la classe ouvrière, le misérabilisme de ses syndicats.

Ces derniers temps, plusieurs brochures intéressantes ont été publiées sur le Statut moderne du travail. Signalons, en particulier, celle, précise et claire, éditée par la Fédération socialiste de la Seine.

L'IMPORTANCE ET LES CAUSES DE LA NATIONALISATION DU PETROLE AU MEXIQUE

Le Mexique, qui a nationalisé ses puits de pétrole, vient au septième rang des pays producteurs (6.964.000 tonnes en 1937). La superficie des terrains exploités par les entreprises pétrolières est d'environ 100.000 hectares ; elle ne représente qu'une bien faible partie des 71 millions d'hectares considérés comme terrains pétroliers possibles. Alors que les ressources en pétrole sont exploitées seulement dans trois Etats de la Fédération mexicaine, de grandes réserves furent reconnues dans onze Etats ou Territoires. L'industrie d'extraction du pétrole se place, avec les mines, au premier rang de l'économie mexicaine. Les capitaux investis dans cette industrie atteignent en 1930 35,5 % du total. Des milliers d'ouvriers étaient employés par les compagnies. Cependant, l'extraction du pétrole ne constituait pas vraiment une source de prospérité pour le Mexique, les profits étant appropriés par les capitalistes étrangers. Sur un total d'environ un milliard de pesos engagés dans cette industrie, la part du capital américain était de 52 %, celle du capital anglo-hollandais (Royal Dutch-Shell), de 41,5 %.

Les principales raisons ayant provoqué la nationalisation sont les suivantes :

Le sol et le sous-sol du Mexique appartiennent à l'Etat selon la Constitution de 1917 (article 27).

Le Mexique, a pris, dans sa grande majorité, parti pour la République espagnole et les Compagnies pétrolières approvisionnent Franco en pétrole et le soutiennent financièrement.

Les Compagnies favorisent, au Mexique, des organisations de caractère fasciste (chemises jaunes).

Les bénéfices réalisés par les Compagnies sont élevés, encore que la Mexican Eagle reproche au gouvernement mexicain d'imposer à celles-ci des charges exorbitantes, en les condamnant à payer à leurs ouvriers le montant de la demande de ces derniers (60 millions de pesos, alors que les bénéfices de ces trois dernières années n'excédaient pas 23 millions). Il faut ici remarquer que la Mexican Eagle revend à des prix réduits le pétrole à une filiale, la Canadian Eagle ; que les véritables bénéfices obtenus existent donc chez celle-ci.

Signalons que les capitaux investis dans les entreprises pétrolières doivent, d'après le gouvernement mexicain, être remboursés d'ici dix ans, à l'aide des produits de l'exploitation.

Pour essayer de prévoir les conséquences de la nationalisation des pétroles, il faut envisager d'abord les résultats probables sur l'économie mexicaine. Les Etats-Unis avaient suspendu, à la date du 1^{er} avril, leurs accords avec le Mexique au sujet des achats d'argent-métal dans ce pays. Cette mesure pouvait avoir des conséquences notables sur l'économie de celui-ci, la production d'argent-métal y occupant une place considérable, et les Etats-Unis en acquérant chaque année une importante partie (en 1937, achat de 60 millions d'onces, représentant les deux tiers de la production). Depuis, le secrétaire américain du Trésor a déclaré que le gouvernement des U. S. A. effectuerait comme par le passé ses achats d'argent-métal au Mexique.

D'autre part, le transport et la vente du pétrole mexicain étaient assurés par les Compagnies possédées, la production de la Mexican Eagle, en particulier, était transportée par une filiale, l'Eagle Oil Shipping Co, et vendue par deux Sociétés dépendant, comme la Compagnie productrice, de la Royal Dutch, la Shell New Co et l'Anglo-Mexican Petroleum Co. Qui, maintenant transportera le pétrole ? L'Etat mexicain, remplaçant les Sociétés pétrolières sur le marché mondial, ne devra-t-il pas procéder à de très nettes réductions de prix pour pouvoir écouler le produit nationalisé ? Du point de vue financier, il faut noter que la parité du dollar s'éleva rapidement de 3 pesos 5 à près de 5 pesos.

En ce qui concerne les échanges internationaux, l'abaissement du prix du pétrole — et du prix de l'argent-métal — apparaît comme une possible conséquence de la nationalisation de l'industrie pétrolière mexicaine.

L'anarchisme c'est l'avenir

Il sera difficile de contester, désormais, aux anarchistes et plus particulièrement à l'Union anarchiste, de ne pas avoir de programme social et de ne pas savoir exactement ce qu'est la lutte que doit engager le prolétariat révolutionnaire contre la bourgeoisie et les oppresseurs — tous les oppresseurs. En effet, la conférence de la Fédération parisienne de l'Union anarchiste, qui a eu lieu jeudi 14 avril, salle Lancry, a prouvé, encore une fois, que les anarchistes sont autre chose que des idéalistes illuminés.

Malgré les occupations d'usines, où beaucoup de nos camarades sont en grève, et le lacerage systématique de nos affiches, la salle est pleine lorsque Coudry, qui préside, prend la parole. En quelques phrases, il expose les buts de cette conférence : redonner à l'anarchisme son vrai visage de doctrine de classe. Puis il donne la parole à Frémont.

Sans démagogie, clairement et simplement Frémont démontre tout d'abord, sans peine, la faillite du gouvernement de Front populaire : « Le Rassemblement populaire avait promis le pain, la paix, la liberté ; il avait demandé aux ouvriers de le porter au pouvoir afin d'appliquer son programme. Quels sont aujourd'hui les résultats ? Le Front populaire a fait faillite, déclare très justement Frémont, il a non pas seulement fait faillite, mais, ce qui est plus grave, il a permis aux patrons de combattre l'offensive contre les revendications arrachées par les grévistes d'un jour 1936. »

« Aujourd'hui plus que jamais, l'Anarchisme, c'est l'avenir. Partout, le marxisme a fait faillite et a conduit la classe ouvrière dans les bras du fascisme. En Italie, en Allemagne, en Autriche, les partis de gauche ont abdiqué ; en Russie, le bolchevisme a créé un régime qui n'a rien à envier à ceux de Hitler ou de Mussolini. »

En Espagne, les ouvriers de la F.A.I. et de la C.N.T. ont prouvé leurs capacités constructives. Ils ont mis l'anarchisme au rang des grandes doctrines sociales. Ils n'ont pas mis leur confiance dans les partis politiques.

C'est ce que doit faire le prolétariat français. N'avoir confiance qu'en lui-même ; travailler au redressement de la C.G.T. qui, sous la tutelle des partis politiques, a abandonné la lutte de classe ; se refuser à l'Union Nationale, prélude de la guerre impérialiste ; lutter contre notre propre fascisme et travailler à la préparation de la Révolution sous les conditions indispensables pour assurer définitivement le Pain, la Paix et la Liberté.

Puis Douteau prend la parole. Nos détracteurs veulent assimiler l'Anarchisme à une doctrine utopique et métaphysique, dit-il, malheureusement pour eux, les événements leur donnent tort. Comme les sciences mathématiques le communisme libertaire se vérifie exact et réalisable. Il n'est pas utopique mais purement scientifique. Après la lamentable faillite de la social-démocratie et du bolchevisme notre doctrine prend la place qui lui était due.

Un contradicteur demande si nous sommes d'accord avec la position de la C.N.T. Frémont lui répond dans l'affirmative et explique les raisons qui motivent cet accord.

Bonne conférence et souhaits d'avoir les possibilités d'en organiser de semblables plus souvent.

12 JUIN

C'est ce jour-là — un dimanche bien entendu — qu'aura lieu dans le Parc de Livry-Gargan la Fête champêtre du « Libertaire ».

Tous les amis, tous les lecteurs du « Libertaire » y seront.

Que tous retiennent leur journée !

visite, une lettre, un envoi de livres ne furent autorisés. Je ne reçus, pendant mes huit mois d'emprisonnement, que quelques roubles, prélevés par ma femme sur son salaire familial. A ces occasions, le gardien m'apportait un registre dont la page offerte à la signature était soigneusement recouverte d'une feuille de zinc, percée d'une échancre permettant juste de signer ; il m'engageait à le faire et me remettait une quittance des cinq roubles envoyés par ma femme. Ce procédé de signer une page dissimulée au regard est habituel dans les prisons russes pour toutes les formalités ; on s'imaginait à quels abus il donne lieu en permettant de faire confirmer n'importe quelle déclaration.

L'accusation

Après être resté, au secret, huit jours en cellule, le juge qui instruisait mon affaire me fit venir ; il me présenta un acte d'accusation libellé en quelques lignes. Je tombais sous le coup d'une série de paragraphes de l'article 58 du code pénal. D'après le paragraphe 4, j'aurais organisé l'aide à la bourgeoisie internationale ; d'après le paragraphe 8, je serais un terroriste ; d'après le paragraphe 10, j'aurais développé une agitation anti-soviétique.

Je répondis au juge qu'il ne suffisait pas de me lire des articles de la loi, mais qu'il faudrait prouver que je les avais enfreints. Et, n'ayant qu'une connaissance sommaire de la langue russe, j'exigeai la présence d'un interprète italien. Le juge me répondit qu'il me comprenait suffisamment et qu'il me lirait fidèlement les déclarations qu'il allait enregistrer. Je m'inclinai devant sa décision et je dus, plus tard, le payer cher.

Il commença par me demander si j'avais été adhérent d'un groupe trotskyste, anarchiste ou bordighiste. Je lui répondis en énonçant l'imposante liste des organisations socialistes, communistes et syndicalistes dont j'avais été membre et qui ne comportaient aucune des tendances citées par l'accusation. Plus tard, le juge qui avait fait vé-

Jeunesse Anarchiste Communiste

Les jeunes syndicalistes sont-ils, eux aussi, colonisables à merci ?

Il y a quelques années des jeunes ouvriers, militants de la C. G. T. depuis leur sortie de l'école primaire tentèrent de constituer une organisation de jeunes au sein de la confédération.

Ces militants étaient connus dans leurs syndicats pour leur activité, la solidité de leur conception syndicaliste mais aussi, hélas, pour un déplorable penchant à l'anarcho-syndicalisme.

De la part des dirigeants de la région parisienne comme de ceux de la C. G. T. le refus fut catégorique.

On nous expliqua que la formation de cette « jeunesse » serait mal interprétée par beaucoup de militants, que d'autre part un mouvement de jeunes existait déjà à l'Union des Syndicats Confédérés de la Seine.

Partons-en ! Il existait en effet une sorte de société placée sous le patronage de l'Union, groupant 150 adhérents et dont les quatre cinquièmes n'étaient pas syndiqués. Le dimanche, tous ces bons jeunes gens se réunissaient à la

JEUNE TRAVAILLEUR

adhère à la J. A. C.

salle du boulevard Blanqui, jouaient aux cartes, chantaient, répétaient de jolies petites pièces ou dansaient en cercle de tendres chansons.

Tous les prétextes furent bons pour nous empêcher de former une organisation d'éducation syndicale et de combat pour les jeunes cégétistes.

L'unité de Toulouse est venue. Les dirigeants ex-confédérés n'ont su que se cramponner à leurs bureaux. Ils se sont laissés coloniser. Ils ont laissé les staliniens accaparer les nouveaux syndiqués de juin 1936 et influencer la grande masse des jeunes. Dans le mouvement syndical français les politiciens ont les mains libres. Rares sont les syndicalistes qui, par leur action, s'opposent à ce que la C. G. T. devienne le Sénat de Kérenski.

Si les ex-confédérés n'avaient pas, stupidement et égoïstement, empêché la création de la jeunesse syndicaliste, s'ils ne s'étaient pas opposés à ce que les jeunes soient éduqués, instruits, reçoivent une formation syndicale, les colonisateurs auraient eu devant eux une force

qui n'eût pas permis l'immixtion de la plus basse des politiques dans le mouvement ouvrier.

Pour eux, la question s'est posée sous un angle unique : Garder les places. Par peur d'être déboulonnés par les jeunes, ils ont brisé leurs tentatives d'organisation.

Déboulonnés, aujourd'hui, par le pitoburu du P. C. F., ils manifestent le même aveuglement.

Des camarades syndicalistes de différentes écoles mais tous attachés aux principes de l'indépendance du syndicalisme ont constitué, après l'unité, un mouvement intitulé : « Jeunes syndicalistes de France ».

Le Bureau confédéral n'a ni approuvé, ni désapprouvé cette initiative. Mais rien de sérieux, de la part des vieux militants, n'a été fait pour aider au développement de cette organisation.

Les « jeunes syndicalistes de France » végètent malgré le dévouement des animateurs. Pourtant, sur les 5.000.000 d'adhérents de la C. G. T., on peut compter au minimum 1 million et demi à deux millions de jeunes.

Les staliniens ne les négligent pas. Dans les syndicats dont ils ont la direction, ils occupent activement à les détourner de la conception syndicaliste. L'éducation est, bien entendu, inexistante. Une propagande assidue est faite pour amener les jeunes à s'intéresser au sport. On « organise » les loisirs. On fait de la musique. Il est fréquent de voir un jeune syndiqué ignorer le « Peuple », mais se délecter à la lecture de l'« Auto ». C'est une autre forme de la colonisation.

Il est encore temps de réagir. Les jeunes doivent trouver un appui solide auprès des militants syndicalistes. Ceux qui se lamentent devant l'assassinat du mouvement syndical doivent entendre ceux qui, parmi la jeunesse ouvrière, leur crient : « Il faut lutter. Réagissez et nous serons à vos côtés pour redonner au syndicalisme son vrai visage, en chassant les politiciens et les aventuriers ».

Jacques SANVIGNES.

Tous les soirs, de 18 heures à 19 heures, une permanence de la J. A. C. est assurée. Militants, venez nombreux au local, 9 rue de Bordy.

NOTRE LIBRAIRIE

OUVRAGES DIVERS

La Douleur Universelle par S. Faure 15 fr.

Le Socialisme en danger par Domela Nieuwenhuis 12 fr.

Exceptionnellement pour nos lecteurs, nous laissons ces quelques ouvrages aux prix suivants :

Premier colis

— Marianne à la curée de Fernand Kolney. val. 10 fr.

— Les Plus Belles Pages de Laur. Tailhade, val. 20 fr.

— Laurent Tailhade au pays du rufle, valeur 10 fr.

soit au total 40 fr.

pour 13 francs franco.

2^e colis

— L'Abrégé du Capital, de K. Marx, par C. Cafiero, valeur 6 fr.

— Le Militarisme et la Société Moderne, (G. Ferrero), valeur 15 fr.

— La véritable Révolution sociale, de Sébastien Faure, valeur 12 fr.

— Les contes d'un Rebelle de Man. Devaldès, val. 5 fr.

— ou La Maternité consciente de Devaldès, valeur 10 fr.

Les quatre volumes franco : 16 fr.

Vous pouvez recevoir ces livres en envoyant le montant au chèque postal : A. Scheck, 487-78, Paris.

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.

Aux jeunes gens, par Pierre Kropotkine.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immoralité du mariage, par Henri Chaugli.

La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.

L'Amour libre, par Madeleine Vermet.

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Salariat, par Kropotkine.

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Griffois.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Educateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, on devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUCUN ENVOI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE DE 10 % POUR FRAIS D'ENVOI.

AU PAYS DES « AVEUX SPONTANÉS »

L'odyssée d'un antifasciste italien qui ne voulut pas “ avouer ”

Le témoignage que nous publions émane d'un ouvrier, ex-membre du parti communiste italien, qui s'était rendu en 1933 en Russie avec l'autorisation du Secours Rouge. Cette autorisation lui avait été donnée en raison de la peine sévère qui le menaçait en Italie (18 ans de prison) et du fait de son expulsion d'une série de pays européens. Ce témoignage est extrêmement précieux, car il permet de comprendre parfaitement les procédés conduisant aux « aveux de Moscou ». Son style dépouillé, qui ne laisse place qu'aux faits bruts, en est d'autant plus éloquent. C'est notre ami Henry Poulaillé qui nous communique ce document auquel nous n'avons apporté aucune modification.

De 1933 à 1938, j'ai travaillé en tant que communiste convaincu. Je fus exclu de mon parti en 1934 « pour apachisme », les dirigeants prenant ce prétexte d'une bagarre que j'eus, sur un chantier, avec un « Kommoletz » (jeune communiste) qui cherchait à me voler mes outils. La cause véritable de mon exclusion fut l'indignation que j'éprouvai à la vue des conditions épouvantables dans lesquelles vivaient les ouvriers en U.R.S.S.

Je fus « primé » au cours des dernières années ; cette prime consistait en une cham-

bre pour ma femme et pour moi (chambre individuelle, suprême luxe pour l'ouvrier russe). Cette récompense confirmait ma qualité de « meilleur ouvrier de choc » et détruisait, par avance, la méfiance de ceux qui pourraient voir en moi un « saboteur ».

Je fus arrêté aux dernières heures de la nuit, à mon domicile. Toutes les arrestations, en Russie, y compris celles des ouvriers, s'opèrent avec la même brutalité. Coups à la porte, ruée des agents du N.K.V. D. (nouvelle appellation du Guépéou), revolver au poing, ordonnant : « Mains en l'air ». Aucun souci de courtoisie pour la femme encore déshabillée, au lit. La fouille est immédiate et brutale. Les policiers se précipitent tout de suite sur ma bibliothèque : ils n'y trouvent que des livres de Marx et de Lénine. Ils se saisissent de mes papiers et de ma correspondance, passée pourtant, au préalable, par la censure officielle ; ils semblent attacher une grande importance à deux adresses de socialistes italiens résidant à l'étranger.

Je suis ensuite emmené en automobile à la prison de la Loubianka. Depuis ce moment, je ne pus jamais avoir aucune nouvelle de ma femme (elle était enceinte et au septième mois de sa grossesse et je ne saisis rien de l'enfant qui dut naître) ; jamais une

rifier mes dires, dut en reconnaître la vérité.

Le juge prétendait que j'avais pratiqué l'espionnage auprès du Consul d'Italie. Je mis les choses au point. J'avais fait une demande, vers août 1936, pour aller combattre en Espagne. Je fis remarquer aux dirigeants du parti que je n'avais pas de passeport. En effet, tout réfugié politique arrivant en Russie se voit, sous des prétextes divers, enlever ses papiers et est soumis à une pression morale qui l'engage à adopter la nationalité russe. Pour ma part, le passeport que je possédais avait été gardé par le Secours Rouge. Aussi, Ravasio, fonctionnaire important du Comintern, secrétaire de l'immigration italienne et Buzzi, délégué du Secours Rouge auprès des immigrés italiens me conseillèrent-ils de me rendre auprès du Consul pour lui demander un passeport. Je leur demandai une déclaration écrite qui autoriserait à faire cette démarche ; ils me la remirent, signée, en bonne et due forme, en présence des témoins Martinelli et Verdi.

Je me rendis ensuite chez le Consul qui me prit mon nom et me demanda la raison de mon départ de Russie ; je lui répondis que c'était parce que je ne voulais pas prendre la nationalité russe.

Vers le mois de février 1937, le Consul, avant de me remettre mon passeport, me lut la condamnation prononcée contre moi en Italie et exigea ma soumission.

J'en avais Buzzi qui me conseilla fortement de le faire. Malgré cela, je m'y refusai et insistai auprès du Consul sur le motif premier de mon départ : le refus d'accepter la nationalité russe. Là-dessus, mon passeport me fut remis.

Le même jour, le 22 février 1937, je le confiai au Secours Rouge ; son délégué, Verdi, m'assura que dans 5 à 10 jours, les formalités de départ seraient achevées ; j'eus beau revenir vingt jours, un mois après, je ne revis mon passeport qu'à ma libération, à la frontière même ; les gardes du Guépéou me le remirent et immédiate-

ment, de l'autre côté, la police polonaise me le reprit.

Je fis observer au juge que cette démarche auprès du Consul m'avait été conseillée par des militants responsables du parti et que l'autorisation avait été trouvée chez moi lors de la perquisition.

Pour justifier l'accusation de terrorisme, le juge prétendit que je préparais un attentat contre Staline. D'après lui, j'avais choisi exprès ma chambre dans la rue Marx-Engels, près du lieu où passait habituellement Staline. Je lui fis remarquer que cette chambre avait été choisie par l'administration du chantier (Trust Metallostroy, Koutura, n° 2) où je travaillais et qui me l'avait donnée en prime. Je n'avais donc pas choisi cet emplacement.

Au sujet de l'agitation antisoviétique, je demandais des précisions ; le juge fut incapable de m'en fournir.

Quant à l'organisation clandestine, le juge prétendait que nous avions tenu, entre émigrés italiens, une réunion clandestine où j'aurais offert cinq cents roubles à un camarade pour le faire adhérer. Je compris qu'il s'agissait d'une soirée où nous étions réunis, Pappa, Scarioli, Prato et moi. Nous avions bien mangé et bien bu, trop bien bu, même, du vin « Krager ». Je me souvins des paroles de Prato dit à un camarade au moment où, ivre et vomissant, il l'assura qu'il était en service commandé par le parti, qu'il ne lui voulait pas de mal mais qu'il me dénoncerait. Je n'y avais pas prêté attention sur le moment ; mais ensuite, par divers recoupements, j'établis que ce Prato, véritable agent du Guépéou, travaillait en contact avec les communistes Bertoni et Rabot, il se rendait chez les travailleurs italiens exaspérés par la misère, notait leurs plaintes et les dénonçait comme contre-révolutionnaires.

Je rétorquai au juge qu'il s'était agi d'une simple rencontre entre camarades se divertissant et se récréant entre eux, sans aucun autre objectif.

(A suivre.)

La vie de l'Union Anarchiste

Les camarades désireux de militer à l'Union Anarchiste et à la J. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10^e, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

REGION PARISIENNE

III^e et IV^e, V^e et VI^e, XI^e et XII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e et Boulogne-Billancourt, XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Antony, Asnières, Aubain-sous-Bois, Bagneux, Blanc-Mesnil, Bondy, Champigny, Canton de Charenton, Choisy-le-Roi, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre.

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, L'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Pontoise, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-Ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montrouge, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Vitry.

PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Carcassonne, Chambéry, Coueron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Claude, Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Interlocal de la Thiérache.

Toulouse, Alger, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Craponne, Maugué, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand-Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbès, Nîmes.

Thonon-les-Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Froncles, Chaumont, Toulon, Saint-Gilles.

GROUPE J. A. C.

REGION PARISIENNE

I^{er} et II^e, III^e et IV^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XV^e, XVI^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Aubain-sous-Bois, Bagneux, Bagneux, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

PARIS-BANLIEUE

PARIS-11^e

Samedi, vers 7 heures, au poste de l'avenue Parmentier, un jeune fille, visiblement pris de boisson, a giflé et frappé à coups de pied une malheureuse femme qui avait commis le crime de vendre à la sauvette des camélets qui étaient dans le poste furent eux aussi menacés par cet énergumène. Décidément, que ce soit sous Langeron ou sous Chiappe, les méthodes sont restées les mêmes.

ERMONT

Grande balade sylvestre le dimanche 1^{er} mai, à Saint-Leu-la-Foret. Départ de Paris-Nord toutes les heures, de 7 heures du matin. Repas à emporter, sauf hors-d'œuvre. Des camarades de mauvais temps, les camarades se retrouveront au Café du Commerce, près de la mairie de Saint-Leu.

Pour se rendre en forêt, prendre la route de Chavigny jusqu'à l'Étang Godard — à droite de la route — où le groupe se trouvera, dans un rayon de 100 mètres, direction Sud de l'Étang.

GENTILLY

Les saboteurs de la Solidarité à l'œuvre ! Le 13 avril nous organiserons en commun avec le secours socialiste à l'Espagne une soi-

rée de cinéma où fut projeté le merveilleux film : *Les Trafiquants de la Mort*, au profit de l'Espagne martyre.

Cela ne plut pas à nos « nacos » locaux qui par leur canard « Front Tricolore » et par tracts mirent la population en garde contre notre soirée, disant que nous « ignorions la destination ». Nous répondîmes par un tract bien senti où les choses furent remises au point. Alors le Loyola-Chauvire, dictateur en herbe, organisa pour le 13, le même soir que nous, une soirée de cinéma gratuite à la mairie avec l'« Œuvre d'Espagne ».

Pour cette soirée, deux affichages massifs furent faits, et deux tournées de tracts et nous demandâmes à notre tour : Est-ce que ce sont les contribuables qui paient ou est-ce que c'est avec les fonds collectés pour l'Espagne par les communistes que furent payés les affiches, les tracts, les films, la salle que l'on fait payer cher aux autres organisations, le collage et la garde de nuit des affiches ? *Au bas mot, cela a coûté plus de 1.000 fr.* qui auraient été mieux employés à soulager la misère des malheureux Espagnols écrasés grâce au pétrole soviétique.

Cette odieuse manœuvre n'empêcha pas le succès de notre soirée qui aurait pu avoir un meilleur résultat sans ce sabotage. Merci à ceux qui ont compris et notre mépris à ces diviseurs professionnels. Que Chauvire se souvienne que malgré son zèle digne de la 5^e colonne : *Un par trouva toujours un plus pur qui l'épura.*

Réunion du groupe de Gentilly tous les lundis au café Sauvage, place de la Mairie à 20 h. 30.

SECTEUR DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Les Groupes anarchistes de Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, Villeneuve-le-Roi-Orly, Choisy-le-Roi, Montgeron, Viry-Châtillon, Savigny-sur-Orge et les individualités des communes environnantes sont invités à :

ASSEMBLEE REGIONALE

qui aura lieu le dimanche 24 avril, à 10 heures du matin, salle du Coteau, à Valenton.

Ordre du jour très important.

Autobus pour Valenton à la gare de Villeneuve-Saint-Georges.

VALENTON

Nous sommes en droit de nous satisfaire de notre réunion. L'esprit anti-guerrillier s'est manifesté, malgré la volonté manifestée par les chefs « nacos », qui demandèrent aux adhérents de leur parti de ne pas assister à notre réunion.

Les communistes ont-ils véritablement confiance en leurs chefs, traités à la classe ouvrière ? Nous avons accueilli avec joie et réconfort, dans la discussion engagée, l'appui des militants du parti socialiste.

Alors que le P. C. n'a pas daigné apporter son point de vue, faire connaître ses intentions anti-guerrillères dans les circonstances actuelles, les communistes croient-ils qu'un Thorez ou un de leurs chefs a demandé l'augmentation de leurs salaires, de leurs allocations de chômage ? Ont-ils voté pour l'Union sacrée ? Non, certainement. Alors, ont-ils donc peur que l'on montre l'esprit patriotique de leurs dirigeants ? Nous leur demandons de penser à sauver leur peau, avant de songer à la Patrie, suivent les recommandations de leurs représentants parlementaires.

P.-S. — Ordre du jour de la réunion du 15 avril. Réunis à la Salle des Fêtes, Valenton-Pompadour, à la réunion organisée par l'Union Anarchiste, les auditeurs s'élevèrent contre toute menace de guerre et s'engagèrent à la lutte. Les nacos 100 pour 100, viennent de faire preuve d'une initiative remarquable ; j'ajoute :

À Brévannes, deux vendeurs du torchon de la J. O. C. et deux vendeurs du Petit Journal, dont Déléa, fasciste notoire étaient encadrés par une dizaine de vendeurs de l'Humanité. L'alliance est faite ; qui se ressemble, s'assemble.

Nous aurions préféré discernar leur désir de lutte contre le fascisme et le cléricisme, les voir tendre un peu la main pour ramasser de quoi soulager la misère de nos frères espagnols et de leurs familles ; nous aimerions mieux que l'on s'emploie à se solidariser, plutôt que de suivre les ordres du Vatican et de Moscou. — Le Groupe.

VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

La maladie d'un curé

Après les événements qui se sont produits, nous avons appris une triste nouvelle, la maladie de notre curé, qui, d'après les fascistes, en serait la suite. Nous pensons que ces bavards comprendront que les camarades antifascistes sont toujours prêts à lutter lorsqu'un fascisme voudrait implanter son régime dans notre localité qui n'accepterait jamais, malgré une municipalité royaliste, de voir manifester des partisans d'une politique religieuse. La presse fasciste répand matériellement des mensonges contre nos camarades pour que les pouvoirs publics en prennent connaissance, ceci après avoir demandé l'appui du Front Populaire. — Robert Valez.

AMIENS

Le torchon brûle

Nous avons toujours dit que le Front populaire était une vaste fumisterie pendant la période électorale, nous ne pouvons que le confirmer actuellement.

Dès que fut connue la chute du cabinet Blum, les quelques organisations se réclamant du Rassemblement du peuple se réunirent à Amiens en vue d'organiser un commun meeting monstre, pour protester contre l'obstruction systématique du Sénat devant lequel le Gouvernement à direction socialiste avait dû se retirer pour la seconde fois. La date fut fixée au dimanche 10 avril, l'après-midi, au Cirque Municipal de notre ville, qui contient environ 5.000 personnes. Des notes parurent dans la presse, des affiches furent collées et des tracts distribués. La présidence fut confiée à Ducrotoy, secrétaire de l'Union locale confédérée des Syndicats, militant communiste actif. Priront la parole : Couvilliers, communiste notoire, au nom de l'Association républicaine des Anciens combattants ; Dujardin, conseiller général communiste, au nom du groupement « Amsterdam » ; Pleyel ; Lenglet, membre du rayon communiste d'Amiens, au nom de l'Union départementale des Syndicats confédérés de la Somme ; André Bernard, sympathisant communiste, au nom de la Section aménoise de la Ligue des Droits de l'Homme Catala, député communiste d'Amiens, au nom du parti « Nac » ; et enfin Gontier, au nom du parti S. F. I. O.

Il est à remarquer que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et, lorsque l'orateur du parti S. F. I. O. monta à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur les milliers d'auditeurs, il n'en restait plus que 400 environ. Nous nous demandons si, après un tour semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois de plus sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu ces jours derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

CHAUMONT

Le souffle « républicain » sévit dans l'armée ; seulement il est imprudent de le manifester. Exemple, ce qui suit : le 20 mars dernier, le 21^e R. I. convoquant des réservistes au camp du Valdahon, pour y accomplir une période de 15 jours. Ces réservistes étaient commandés par le Commandant « Bourard » ; celui-ci les harangua, leur rappelant leurs devoirs de bons soldats envers leur patrie.

Lorsque le général eut terminé son discours, un réserviste prononça sur un ton pas méchant

les paroles ci-après : « Et vive le Front populaire, mon commandant ! ». Le Bourard en question donna immédiatement l'ordre à un sous-off, de conduire ce réserviste aux locaux disciplinaires. Puis, une voiture le transporta à l'école pour subir la punition de prison qui lui fut infligée et depuis, ses camarades ne l'ont pas revu au Valdahon. Le pauvre type a eu tout le loisir de méditer à la fois sur la bêtise de l'armée et sur les promesses des politiciens de tout acabit.

Alors, Daladier, allez-vous faire cesser ce scandale, ou vous mettre aux genoux de l'Etat-major ? — Le groupe.

MARSEILLE-GERMINAL

Le camarade Nibot de la section J. A. C. de notre groupe, fera samedi 23, à 17 heures, une causerie publique et contradictoire, à notre nouveau siège, 18, rue d'Italie, salle des J.E.U.N.E.S. sur le sujet suivant :

Notre ennemi... l'Eglise

Les camarades communistes et socialistes, les partisans de la « Main tendue », sont cordialement invités à apporter la contradiction.

Samedi prochain 30 avril, veille du 1^{er} mai

Le vieux militant Théodore-Jean fera une grande conférence publique sur :

Les origines du 1^{er} mai, la lutte ouvrière à travers le monde

Le groupe Germinal, dans ses réunions du jeudi, a décidé à l'unanimité de participer à la manifestation organisée par les syndicats, pour le 1^{er} mai, à travers les rues de la ville. Le groupe fera imprimer des tracts, une édition spéciale du « Libertaire » est prévue par l'U.A. ; les camarades anarchistes se feront un devoir de venir à la conférence du samedi 30, après la conférence de Théodore-Jean.

Tous les anarchistes seront, le 1^{er} mai, derrière les drapeaux noir et rouge.

Bientôt le Dimanche 8 mai, notre camarade Douteau, sera parmi nous ; retenez cette date !

SAINT-ETIENNE

Camarades lecteurs du « Libertaire », devant les dangers qui nous menacent actuellement, pour le soutien de nos camarades espagnols, pour mener la bonne lutte, il s'agit de se resserrer autour de notre groupe. Pour mener une action continue contre les politiciens et les capitalistes, nous avons un programme d'action pour Saint-Etienne que nous ne pourrions guère mettre à exécution si vous ne venez pas nous aider.

Un appel plus pressant est fait aux jeunes pour la formation d'une Jeunesse anarchiste ; tous les camarades que cela intéresserait doivent se mettre en relations avec le camarade Coutière, à la Jeunesse syndicaliste, Bourse du Travail, salle 20, Saint-Etienne, ou à la permanence, le dimanche 24 avril, de 10 heures à midi, ou le mardi de 6 heures 30 à 8 heures, salle 20, même adresse. Y seront reçus les salaires d'une journée versés pour les camarades espagnols. Sont inscrits en tête de liste : Morel, Harel, Junier, Triollet ; Méallier Pierre. — Le groupe.

TOULOUSE

La guerre est-elle possible ? Comment pouvons-nous l'éviter ?

Pour la paix, assistez nombreux au GRAND MEETING vendredi 22 avril, à 20 h. 30, salle des Jacobins.

Orateurs : RESPAUD, NAN, MIRANDE, FELICIEN CHALLAYE.

VILLEURBANNE

Au « Tout va Bien », au profit des petits d'Espagne, la J. A. C. donnait, le samedi 9 avril, un grand bal de solidarité. Malgré une forte concurrence, ce bal obtint un très beau succès. Bellement entraînés, après avoir applaudi les remerciements de notre camarade Cestron, les couples se disputèrent les cartes d'une tombola importante et se séparèrent en se promettant bien de « remettre ça » au plus tôt.

FEDERATION DU NORD

Conférences Sébastien Faure

Notre ami Sébastien Faure est venu faire trois conférences, les 6, 7 et 8 avril, à Saint-Quentin, Bohain et Guise.

Les sujets de conférences : La bangeroute de l'Eglise ; Je ne crois plus en Dieu et je combats la religion ; L'Eglise a menti, ont été traités, comme toujours, par notre vieil ami, avec un grand talent.

La composition des auditoires réunis pour écouter notre infatigable camarade ne pouvait que nous satisfaire : outre de nombreux militants d'organisations d'avant-garde, l'élément intellectuel était, en effet, largement représenté par de nombreux membres du personnel enseignant, ingénieurs, médecins, etc., qui avaient tenu à venir écouter S. Faure dont la richesse d'argumentation et le talent oratoire sont toujours très appréciés.

À Saint-Quentin et Guise, pas de contradictoire. Seul, le jeune et fringant pasteur protestant de Bohain tenta de présenter la défense du protestantisme, tout en s'associant à Sébastien Faure pour combattre les crimes perpétrés par l'Eglise romaine. Ce à quoi répondit avec brio notre ami, en mettant dans le même sac toutes les religions, y compris celle de Luther et de Calvin.

En somme, excellente petite tournée qui portera ses fruits dans une région où, surtout depuis les événements d'Espagne, l'anarchisme prend peu à peu sa place dans le concert socialiste et révolutionnaire.

Tenons-nous en disant qu'à l'issue de chaque conférence, une collecte a été faite au profit de notre colonie de Lénine.

Le Groupe Interlocal de la Thiérache.

Aux Groupes fédérés de la Région du Nord

Les Groupes adhérents à la Fédération ont reçu, du secrétariat fédéral, une lettre-circulaire, les informant de la possibilité d'organiser dans un bref délai, une tournée de conférences Contre la guerre et le fascisme, avec le concours du camarade Aurèle Patorni, de l'U.A.

Les secrétaires de groupes sont invités à envoyer au plus tôt, au secrétariat fédéral, la réponse de leurs groupes, afin d'en établir au plus tôt l'itinéraire.

Nous invitons les camarades isolés, adhérents à l'U. A. et partisans d'organiser une conférence, dans leur région, d'en informer le secrétaire de la Fédération.

La tournée de conférences de l'U. A.

HALTE A LA GUERRE !

Une tournée de conférences contre la guerre et l'union sacrée est organisée par l'Union Anarchiste avec comme orateur, notre camarade Maurice Douteau.

Douteau parlera le 19 à Dijon, le 20 à Saint-Claude, le 21 à Lyon, les 22 et 23 dans la banlieue lyonnaise, le 25 à Thonon-les-Bains, le 26 à Annecy, le 27 à Chambéry, le 28 à Annemasse, le 29 à Grenoble, etc.

La tournée passera ensuite par Nîmes, Alès, Marseille, et le littoral jusqu'à Nice avant de repartir par le Languedoc.

Le coin des chômeurs

LES SANS-TRAVAIL EN ONT-ILS ASSEZ ?

L'Union des Comités de Chômeurs est morte, c'est l'Union des Syndicats de la R. P. qui l'a absorbée.

Il est utile de jeter un regard en arrière, de mesurer le travail et l'action effectués par l'Union des Comités de Chômeurs.

Quand le chômage s'installa dans le pays et surtout dans la région parisienne, il y a quelques années, le Parti communiste constituait dans Paris et la banlieue proche des Comités de Chômeurs. Il fallait bien préparer le terrain pour les élections à venir.

Des collectes furent organisées ; dans les restaurants, les réunions, les meetings, des tracts étaient partout présentés à « Pour nos camarades chômeurs, camarades ! » Et ceux des ouvriers qui le pouvaient, donnaient.

Il me vint une fois l'idée de demander à un chômeur ce qu'il touchait comme secours du Comité. Sa réponse fut celle que j'attendais : rien !...

Ma conclusion fut l'affirmation du doute qui me traversait : les sommes recueillies servaient à la propagande du Parti communiste.

Assistant par la suite à des assemblées de chômeurs, j'eus les oreilles rebattues avec ces phrases diaboliques : notre parti communiste, les communistes, nous communistes, etc.

L'Union des Comités de Chômeurs naquit et le mouvement tint le coup. Nous pouvions même affirmer que dans certains endroits des améliorations furent obtenues : bons de charbons, bons de lait, bons d'achat, cuisines populaires à l'avantage des chômeurs.

Vinrent les élections 1936. Les Chômeurs dans le Front populaire, le P. C. augmentait appréciablement le nombre de ses élus et des municipalités de la R. P. particulièrement.

À partir de ce moment l'action des Comités était morte.

Finis les cahiers de revendications présentés et exigés des municipalités bourgeoises. Ceux des militants qui ne se vident pas à la volonté d'inaction de l'Union, autrement dit du P.C., se sont vus destituer des commissions exécutives et critiques, insultés, calomniés. Ce ne fut plus que démarches aux pouvoirs publics, meetings en vases clos, manifestations autorisées de la Nation au bois de Vincennes, des rigolades.

Les communistes sont devenus « paix sociale » et les chômeurs, comme les syndiqués, doivent attendre dans le calme, la patience et la soumission les quelques miettes que leurs élus voudront bien laisser tomber de la table où se trouve l'assiette au beurre.

Si on veut faire croire qu'il y a quelque chose de changé parce que l'Union des Syndicats a absorbé l'U.C.C., il nous suffira de faire une constatation : l'Union des Comités de Chômeurs était sous la direction et le contrôle du P.C.F. ; l'Union des syndicats de la R. P. étant sous le même contrôle, du fait que la presque totalité du bureau est composée de membres

influents du P.C.F., c'est donc toujours le P.C.F. qui aura la mainmise sur les Comités de Chômeurs de la R. P.

Si les chômeurs veulent que ça change, il leur faudra détruire l'influence politique du P.C.F. en particulier et créer un barrage contre tous les partis qui voudraient s'infiltrer dans les Comités.

Pour cela nous faisons appel à tous les chômeurs qui se sentent capables de réagir et de revendiquer autrement que par des prières.

Du travail ou du pain. Si vous ne voulez plus de nous pour travailler, assurez-nous l'existence normale. Tout cela ne sur cette terre à droit à la vie, voilà notre mot d'ordre.

Les chômeurs anars et sympathisants doivent se mettre en liaison avec notre comité d'action.

CHOMEURS

ATTENTION AUX ESCROCS !

Camarades chômeurs, nous voulons vous mettre en garde contre les procédés de singuliers commerçants qui ont le monopole d'être les fournisseurs des chômeurs.

Nous savons déjà que le commerce n'est que le vol organisé mais celui-ci doit avoir des limites...

Commencant à redouter la juste colère des chômeurs, certains marchands se décident enfin à leur accorder de modestes secours de vestiaire.

Après une minutieuse enquête si la demande du sans-travail est acceptée, il reçoit un bon d'une certaine somme pour un vêtement ou une paire de chaussures à prendre chez un commerçant à lui désigné. C'est cela la Liberté ! A moins que, comme dans le 9^e arrondissement, M. le maire ne lui fasse distribuer de vieux vêtements provenant des morts.

Inutile de dire que si « l'honnête commerçant » sait qu'il a devant lui, un chômeur... il en profitera pour lui liquider au prix fort vêtement ou chaussures qu'il solderait à un client ordinaire. N'est-ce pas là une escroquerie ? Camarades, faites votre part, prenez possession de l'article choisi par vous, à ce moment-là seulement exhibez votre bon et remettez-le en paiement.

CONTRE LES EXPULSIONS

De très nombreux côtés, des camarades chômeurs ne pouvant payer leur loyer nous signalent que depuis quelques jours ils se voient menacés d'expulsion. Certains commissaires de police se montrent d'une telle férocité surtout lorsqu'ils ont affaire à des femmes seules qu'il serait bon que leurs grands chefs hiérarchiques les rappellent à un peu plus de modération et aussi de courtoisie...

L'expulsion du loyer pour les chômeurs figurait dans le programme du Rassemblement populaire et il ne devait plus y avoir d'expulsion. Depuis deux ans nous avons des gouvernements de Front populaire ou plutôt se disant tels... et cette bienveillante loi n'est pas encore votée, mais en attendant on expulse toujours...

N'y a-t-il pas cependant une certaine circulaire ministérielle qui intime l'ordre aux officiers de police judiciaire de ne procéder à aucune expulsion de chômeurs ?

M. le commissaire de police du quartier de la Tour d'Auvergne semble l'ignorer. Un chômeur.

AU CENTRE SYNDICAL DE COLOMBES

Syndicalisme stalinien...

Dans *La Voix Populaire* du 14 avril, le secrétaire du Centre Syndical le camarade Noireau, voulant montrer que dans l'art d'escamoter la vérité il pouvait rivaliser avec tous ses « chefs aimés » du P. C. et de l'Union des Syndicats en prend à son aise avec le compte rendu de l'assemblée générale du Centre qui s'est tenue le 8 avril.

La camarade Abregaux, des cimentiers, était ce soir-là, d'après Noireau, atteint de « fièvre malade ». Pensez donc, il avait osé proposer notre camarade Aubère, du Comité syndical des correcteurs, comme président de la réunion, en faisant remarquer que ce camarade avait trente-deux ans de présence à la C.G.T. Au P.C. dont Noireau est un des plus serviles représentants, être un vieux syndiqué n'est pas une référence, mieux vaut des syndiqués de fraîche date, faciles à domestiquer... et à duper.

Ce qui chagrina Noireau ce furent les interventions des camarades Lemire, Bonnel et Darcel qui s'élevèrent avec force contre la propagande chauvine de la C.G.T. et de l'Union des Syndicats et contre leurs appels en faveur de l'union sacrée.

L'intervention du délégué de l'Union, fut un récit de toutes les insanités publiées journellement dans la presse stalinienne et l'apologie du défunt Front populaire.

Quant aux demi-oui-oui ils restèrent sidérés quand nos camarades se mirent à chanter le dernier couplet de l'Internationale. Noireau complètement effondré, épuisé, incapable de répondre aux quolibets fusant de toutes parts contre les nacos. Il s'est vengé en éructant dans le canard bolcho.

J. M.

ROUGE et NOIR

Ce sont les deux couleurs, disposées en diagonale, du papillon de publicité du LIBERTAIRE. Sa présentation, très soignée, plaît à tous. C'est une véritable petite affiche qui fait un très bel effet... surtout sur les placards fascistes.

Rappelons que ce papillon est laissé au prix minime de 3 francs le 100 et 25 francs le mille. Adressez les commandes à Scheck André, 9, rue de Bondy, Paris (10^e). Chèque Postal Paris 437-78.

Le Libertaire n'assume aucune responsabilité pour les manuscrits non insérés.

REUNION ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

Paris III^e et IV^e JEUDI 21

A 20 h. 30, Salle de l'Homme Armé

44, rue des Archives, 44

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateur : Paul Armand.

Paris IX^e et X^e A 21 heures (prendre l'adresse au Lib).

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateurs : Paul Armand, Vintrigrin.

Palaiseau VENDREDI 22

A 20 h.

Après les grèves de
la métallurgie...

Ceux qui n'acceptent
pas la colonisation
comprendront-ils
qu'ils doivent s'unir ?

Le libertaire syndicaliste

La trahison des chefs

par CAM

La semaine dernière, nous disions ici-même que, devant la position de lutte prise par le patronat de la métallurgie, les dirigeants du syndicat des métaux avaient pour devoir de reconsidérer leurs revendications. Il nous paraissait, en effet, inadmissible que l'organisation aux deux cent cinquante mille adhérents ne soit capable que de défendre l'intérêt supérieur du pays, et sacrifier l'intérêt de ses membres à la défense nationale.

C'était trop demander aux politiciens qui dirigent le syndicat et la Fédération des Métaux. Leurs préoccupations sont d'un autre ordre, et ils ne sauraient s'abaisser à des choses aussi simplistes. Et ils ont préféré laisser battre les ouvriers, que les aider à lutter.

Car, l'Huma a beau crier victoire, la réalité est que les métaux ont été battus. Et les conditions dans lesquelles ils ont été battus laissent beaucoup à penser. Sans dire que les dirigeants étaient les agents du gouvernement et du patronat, ON PEUT ESTIMER QU'ILS ONT AGI EXACTEMENT COMME S'ILS AVAIENT EU POUR BUT DE SOUTENIR LES INTERETS DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT.

Les résultats des journées passées à occuper les usines, sont les suivants : En échange d'une augmentation minime, et d'une convention collective problématique, les ouvriers ont accepté que la semaine de quarante-cinq heures soit considérée comme étant la semaine normale.

Puis, grâce à l'action néfaste des dirigeants syndicaux, la cohésion qui existait dans la métallurgie, est brisée. Il n'y a plus de métallurgie. Il y a l'aviation libre ou nationalisée, les moteurs et le reste. Il y a différents groupes qui ont des salaires différents, qui ont des conventions collec-

tives différentes. Et demain peut-être, du fait même que leurs intérêts sont différents, ces différents groupes, au lieu de lutter ensemble contre le patronat, lutteront les uns contre les autres.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

C.G.T. LIBRE !
C.G.T. LIBRE !

assez mal parti, mais que la solidarité a généralisé emploient tous leurs efforts à trahir ce mouvement, c'est-à-dire à l'affaiblir. Car il tombe sous les yeux que si l'entrée dans la lutte de l'ensemble de la corporation avait laissé entrevoir à tous un prompt et heureux dénouement, par contre, la désertion des usines d'aviation, avec un semblant de satisfaction, a causé un grand malaise dans les usines qui, n'ayant rien obtenu, continuaient la grève. Et cette tactique, qui selon certains dirigeants devait semer la division au sein du bloc patronal, n'a abouti en fait qu'à entamer le bloc ouvrier. Une tactique se juge à ses résultats. Ceux obtenus par cette grève sont décevants. Si l'aviation peut mettre dans la balance une légère augmentation de salaires, la métallurgie, elle, n'obtient rien. Rien, que de vagues promesses pour un avenir plus ou moins lointain.

Le patronat, par contre, enregistre un véritable succès. En plus des quarante-cinq heures heb-

domadaires, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliqué par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont pas laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

Le syndicat des métaux était puissant. Les politiciens qui le dirigent l'ont vidé de toute énergie. Ils ont voulu en faire un lieu de recrutement pour le P.C.F., un réservoir d'électeurs.

Ils ont tendu la main à leurs « frères » des syndicats professionnels et chrétiens, et ils ont ainsi contribué au développement de ces organisations squalides. Ils se sont attachés à conquérir les « classes moyennes » et les « collaborateurs » ont presque partout trahi leurs camarades ouvriers.

Il faut en prendre son parti. On ne peut à la fois défendre les intérêts de la classe ouvrière et l'intérêt du pays. On ne peut pas travailler pour un parti politique et pour le syndicalisme. On ne peut pas être nationaliste et internationaliste. Les métaux ont été battus parce que leurs dirigeants ont oublié ces simples vérités. Ils ont été battus non par le patronat mais par leur direction syndicale. Ils doivent s'en souvenir et chasser ceux qui les ont conduits à la défaite.

La force syndicale n'est pas entamée. Rien n'est encore perdu, mais il est temps de changer de ligne de conduite. Si les métaux le comprennent, la défaite d'aujourd'hui aura servi à quelque chose.

Une seule plate-forme commune de lutte dans les syndicats

L'indépendance du mouvement ouvrier

Tous les militants syndicalistes comprennent le danger que représente la mainmise du parti communiste sur la plus importante union départementale de la C. G. T.

Le gros morceau est avalé. Sans perdre l'appât, le comité central continue à grignoter les U. D. de province où les résistants systématiquement calomniés et brimés par les uns, abandonnés par les autres, se font de plus en plus rares. Joulaux et quelques-uns de ses amis peuvent toujours pronostiquer, de bouche à oreille, que, d'ici une année les nacos auront perdu dans notre pays, à force de pantalonnades, toute influence sur les masses, la colonisation n'en poursuit pas moins son petit bonhomme de chemin.

Ca, c'est le premier effet de la colonisation stalinienne.

Il ne suffit pas de reculer d'un an la tenue d'un congrès ou d'user d'une diplomatie qui s'apparente un peu trop à la capitulation pour éviter la politisation totale de la centrale ouvrière.

Tout se passe maintenant dans la région parisienne et dans beaucoup d'autres unions locales et régionales comme dans l'ex-C.G.T.U. Les mêmes injures y sont jetées à ceux qui persévèrent à vouloir conserver son véritable caractère au syndicalisme : (provocateur, agent du fascisme, etc.).

Il en est un autre aussi grave pour l'ensemble de la confédération qui bientôt ne pourra plus s'enorgueillir de compter 5.000.000 d'adhérents. L'interdiction de s'exprimer dont sont frappés les militants qui, en juin 1936, avaient sur le lieu de la grève ou dans les assemblées corporatives mérité la confiance des nouveaux adhérents, a découragé bon nombre de ceux-ci.

Beaucoup d'entre eux qui étaient venus au syndicalisme avec plus d'enthousiasme que de connaissances réelles des questions sociales ont été vite refroidis par les mœurs en honneur dans la plupart des syndicats et des usines de la région parisienne.

Ils ont vu des camarades anarchistes, socialistes, syndicalistes, chassés des usines par les calomnies et les manœuvres de la cellule. Ils n'ont pas toujours compris pourquoi on les faisait mettre en grève quand la situation du travail ne leur permettait pas et pourquoi on les faisait rentrer sans avoir rien obtenu. Le secrétaire stalinien des syndicats de la métallurgie parisienne évaluait (pas publiquement, bien entendu), avait la fin des récentes grèves, les pertes occasionnées par celles-ci à 25 % des effectifs syndicaux.

En règle générale, les syndicats ont pris en 1938, un nombre de cartes confédérales bien inférieur à celui de 1937.

Signaux, à titre documentaire, l'alimentation parisienne où les syndicats ont demandé 30.000 cartes en moins. Tout ceci, répétons-le, est très grave. Comme l'écrivait Chambelland dans son ouvrage complet rendu de la « Révolution prolétarienne », les syndicats s'expriment avec leurs pieds.

Pour les non-staliniens, deux solutions : *fourrer le camp ou la fermer.*

Cependant, disons-le nettement, les communistes ne sont pas les seuls responsables de cette situation. Ils ont vaincu presque sans combat. Il ont su, en juin 1936, travailler dans cette formidable masse de 3.000.000 de syndiqués nouveaux. Il n'était pas de tradition, dans la C.G.T., d'avant l'unité, de se remuer pour faire de la propagande.

On accueillait poliment le nouveau qui venait se faire inscrire. En 36, les responsables ex-confédérés se sont contentés d'enregistrer les adhésions nouvelles, sans s'arrêter une seconde aux dangers que représentait l'influence communiste sur ces néophytes.

Les staliniens ont pu agir tout à leur aise, aucune concurrence, de ce côté, ne leur a été faite. Et l'on voit maintenant des militants ex-confédérés se demander sérieusement pourquoi les « syndiqués 36 » marchent derrière les ex-unitaires, sans se rendre compte de la formidable

C.G.T. LIBRE !
C.G.T. LIBRE !

agitation que ceux-ci ont menée face à l'inaction traditionnelle de l'ancienne C. G. T.

Il y a autre chose.

Lorsqu'on veut abattre un adversaire, il faut s'unir contre lui.

Or, maintes fois, la grande majorité des ex-confédérés réformistes a fait la petite bouche lorsqu'il s'agissait de s'unir à des anarchosyndicalistes, à des révolutionnaires.

Ils n'ont pas compris que devant la menace de colonisation devait se dresser le bloc uni des partisans de l'indépendance.

La encore ils ont préféré dormir sur leurs deux oreilles en attendant les événements.

Les événements sont venus. On commence à se mordre les doigts. Un secrétaire de fédération non dégoûté et réformiste enraciné me disait l'autre jour : « Il faut bien reconnaître que nous nous sommes trompés ». Il aurait dû dire : « Il faut bien avouer que nous n'avons rien fait ».

Chez beaucoup de ceux-là (et non des moindres), l'idée d'une scission se précise et se développe.

Pour échapper à l'envahissement total, ils ne voient qu'une solution : *fuir.*

Dans un prochain article nous examinerons ce que vaut cette thèse. Mais disons tout de suite qu'aussi grave paraisse la situation du mouvement syndical français, elle est redressable si l'union des vrais syndicalistes, réformistes ou révolutionnaires se réalise immédiatement sur une formule de lutte unique : Pour une C. G. T. indépendante.

RINGEAS.

La résistance syndicale à la guerre et à l'union sacrée

DANS LA TYPOGRAPHIE PARISIENNE

Une résolution du comité syndical contre la guerre et le néo-chauvinisme

Malgré les efforts des colonialistes stalinistes, certaines corporations résistent courageusement à la psychose de guerre et de chauvinisme entretenue par les enfants de chœur thérésiens dans le mouvement syndical.

La typographie est de celles-là. Dans l'ensemble, les ouvriers du Livre, qui ont de longues traditions syndicales affirmées par des luttes innombrables, résistent à l'emprise stalinienne. Ainsi en témoigne la résolution du comité syndical de la 21^e Section de la Fédération (Section parisienne) que nous avons plaisir à reproduire.

Le Comité syndical de la Typographie parisienne, fidèle aux conceptions pacifistes et internationalistes qu'il a toujours défendues, tient à proclamer son désaccord absolu avec ceux qui, après avoir été les défenseurs les plus zélés de

C.G.T. LIBRE !
C.G.T. LIBRE !

la paix entre tous les peuples et les ennemis acharnés de tous les gouvernements capitalistes, sont devenus d'ardents patriotes depuis qu'un chef d'Etat étranger a déclaré « comprendre et approuver » les armements de la France et s'efforcent à ressusciter au sein de la classe ouvrière le nationalisme le plus ombrageux et le chauvinisme le plus agressif.

Il proclame son désaccord absolu avec ceux qui, après avoir dénoncé si longtemps la course aux armements, acceptent aujourd'hui sans discussion — et suscitent même — toutes les mesures de surarmement du capitalisme français.

Il considère que cette politique d'abandon des intérêts ouvriers les plus évidents mènerait infailliblement à la guerre, si la classe ouvrière — qui n'a rien à y gagner et tout à y perdre — ne réagissait pas vigoureusement pour l'empêcher d'aboutir.

Le Comité syndical de la Typographie parisienne, qui a su dans le passé et saura dans l'avenir agir comme il le faudra contre les méfaits des factieux et leur presse, se déclare résolument opposé à toute guerre qui, sous le masque de l'antifascisme, ne serait que la répétition des mensonges de 1914 à 1918, et abolirait à dresser — pour s'entretenir en bloc — tous les Français, prolétaires et bourgeois, démocrates et fascistes, contre le bloc des Allemands et des Italiens, fascistes ou non, mais tous sacrifiés, ici et là, aux intérêts du capitalisme.

Il estime que les conflits qui opposent les nations européennes peuvent et doivent être résolus pacifiquement, et qu'en tous cas, le rôle du syndicalisme est d'exiger des gouvernements les solutions pacifiques, qui s'inspirent de la justice internationale et s'efforcent de satisfaire aux aspirations légitimes de tous les peuples, en leur accordant surtout la liberté de disposer d'eux-mêmes.

Au premier rang de ces préoccupations se place, non la défense et le maintien du Traité de Versailles, qui demeure une cause certaine de guerre, mais au contraire la révision des clauses territoriales et économiques de ce Traité, réclamées jadis par toutes les organisations ouvrières et, particulièrement par les syndicats et partis d'Allemagne.

A L'UNION SYNDICALE DES OUVRIERS ET EMPLOYES DES CHARCUTERIES

Le Conseil de la section technique des charcutiers détaillants réuni en assemblée normale le 5 avril, ému de la situation internationale, considère qu'il est bon qu'une organisation de jeunes comme la nôtre, prenne une position ferme à l'égard des événements actuels.

Demande aux dirigeants syndicaux de renier

toute union sacrée, la défense nationale n'ayant jamais eu aucun intérêt pour les travailleurs en régime capitaliste.

Les travailleurs se refusent de défendre un tel régime qui ne leur apporte que chômage, misère et mort.

Donne ouvertement la course aux armements qui nous conduira vers une nouvelle boucherie, pour le profit d'une poignée d'hommes (toujours les mêmes).

Le Conseil refuse catégoriquement de s'associer à l'engagement pris par le Bureau confédéral au nom des cinq millions de membres, en ce qui concerne l'union nationale.

Demande à ce même bureau :

1° Que les syndicats décident eux-mêmes leur position pour ou contre l'union sacrée ;

2° Organisation dans tout le pays de grands rassemblements contre la guerre ;

3° Une propagande intense pour l'expropriation de tous les millions de membres, en ce qui concerne l'union nationale.

Le Conseil se sépare aux cris répétés de : A bas la guerre ! Vive l'Internationale syndicale !!!

CENTRE SINDICAL D'ACTION CONTRE LA GUERRE

LE BILAN DE 17 JOURS

Les vacances de Pâques nous ont permis d'opérer un premier classement du courrier reçu du 1^{er} au 17 avril.

Secteurs	Lettres reçues	Total des signatures
Paris	97	545
Banlieue	55	116
Province	190	552
Afrique du Nord.	5	52
Totaux	347	1.265

De plus, les assemblées générales des organisations syndicales suivantes ont voté l'adhésion à la quasi unanimité :

Paris : 3^e section des boulangers. Les délégués section départ de Paris-Sud. Sous-Section Magasins Réunis Montparnasse.

Province : Employés P. T. T. Maine-et-Loire. Agents P. T. T. Oise. Les sections Loire et Haute-Vienne des instituteurs. Synd. Voyageurs représentants de Normandie. Les membres du Collège du Travail de Béziers et le groupe des études syndicales de Marseille.

Précisons que les militants initiateurs du « Centre » n'ont pas encore prospecté dans leur milieu où ils peuvent recueillir en quelques jours de quoi doubler ces chiffres.

PREMIER RESULTAT DE NOTRE ACTION

Les 7, 8 et 9 avril, s'est déroulé le Congrès de l'Union des Syndicats Parisiens. Nos camarades Giroux et Fronty (P. T. T.), Charbit (Livre), Froideval (Bâtiment) ont défendu à la tribune notre position antibelliste dont nous rappelons l'essentiel en détachant le passage suivant de notre premier appel qui fut d'ailleurs lu intégralement aux congressistes par Charbit.

« L'émancipation des travailleurs ne se fera point par la guerre. Au contraire. La prépa-

Plaçant au-dessus de tout leur attachement irréductible à la Paix et à la Liberté.

Et persuadés qu'une politique de surarmement de quelque nom qu'on la désigne et que l'on lui assigne ne peut qu'amener inévitablement la ruine de toutes les libertés, en attendant que la guerre ait instauré la dictature économique et militaire :

Que l'acceptation d'une telle politique est incompatible avec une action syndicale quelconque tendant à améliorer ou même à maintenir les conditions d'existence des travailleurs ;

Dénonçant à l'opinion syndicale comme une duperie et une trahison la position actuelle des dirigeants du syndicalisme français, exposé et défendue par Paul Rivet ; s'indignant que le Bureau de la C.G.T., abandonnant délibérément le terrain de la lutte des classes, ait entraîné de sa propre autorité le syndicalisme dans l'Union sacrée, accepte de saboter les lois sociales et collabore avec des ennemis notoires de la Paix et de la classe ouvrière.

La Section lance un appel à tous les syndiqués de la base pour qu'ils exigent des responsables du C.G.T. la réunion immédiate d'un congrès extraordinaire qui étudierait dans un esprit de libre discussion les problèmes que pose la construction de la paix, et proposerait à l'opinion internationale une solution digne des cinq millions de travailleurs de la C.G.T. et de l'idéal exprimé dans la Charte fondamentale du syndicalisme.

« ration à la guerre compromet déjà toutes les conquêtes ouvrières.

« La lutte contre le fascisme ne se fera point par la guerre. Au contraire. La prépa-

« L'union nationale, le surarmement paralysent l'action de classe du prolétariat et menacent toutes les libertés. »

En rapprochant ce texte de celui ci-dessous voté par le Congrès, il est manifeste que notre thèse a triomphé. Que chacun juge :

« Le Congrès.

« Considérant que la préparation à la guerre est une cause d'appauvrissement général, gé-

« nérateur d'inflation à set continu ;

« Qu'elle exige la concentration dictatoriale des pouvoirs politiques, économiques et militaires, l'organisation de la censure, la pré-

« lude de la fascisation totale sous la botte de l'Etat-major ;

« Dénonce cette abdication de l'intelligence devant la force ;

« Proclame son attachement à la paix. »

C'est la dénonciation de l'union nationale pour préparer la guerre et de la guerre elle-même comme moyens d'assurer la paix.

Nous avons dénoncé cette double erreur parce que nous n'avons jamais cessé de rester fidèles au devoir syndicaliste.

Ce premier résultat ne peut que nous encourager à persévérer. Que les militants s'arment de ce succès pour redonner à leurs syndicats l'attitude antibelliste qu'ils n'auraient jamais dû abandonner.

UN BEL ŒUF DE PAQUES

Voici le communiqué de Maupeoux, trésorier, 46, rue de Babylone, Paris-VII^e (G. C. 1939-42).

Reçu de : Gavaud, Depouly, Trichelaire, chacun 5 fr. Chazeaux, 4 dactylos coopérat. de product. Thimotee, chacun 10 fr. Rousseau, Pujol, Mme Reguault, chacun 15 fr. Roussel, Lechastre, chacun 20 fr. Bugnet (5 ouv. Renault), 24 fr. Ruault (7 institut.), 41 fr.

Au nom du syndicat du Gas de Banlieue dont il est secrétaire, Delsol nous adresse un billet de mille francs. Ce bel œuf de Pâques paye l'impression des 20.000 tracts que nous expédions chaque jour dans toute la France par paquets de dix, cinquante et cent.

Merci camarades gaziers. Grâce à vous, le pacifisme va goûter de plus belle !

Le Comité provincial d'organisation.

SYNDICALISME APOLITIQUE OU ANTIPOLITIQUE ?

Il y a quelques années, un groupe de syndicalistes lançait un manifeste intitulé : Tout le pouvoir au Syndicat ! Dans ce manifeste, il affirmait la valeur non seulement économique, mais aussi politique et sociale du syndicat.

En face de l'impuissance des partis, de la faillite retentissante du bolchevisme, du danger que représentait la ruine des peuples vers les doctrines totalitaires, il indiquait, comme unique moyen de résoudre la crise économique et politique, le retour au syndicalisme de 1906.

Le syndicat n'était plus considéré comme un organisme destiné à assurer à ses membres une certaine stabilité matérielle au milieu d'un monde en déséquilibre, à leur garantir une médiocrité plus ou moins dorée ; bien au contraire, il entendait se substituer aux vieilles institutions bourgeoises, aux formations politiques dont l'incapacité et la sénilité apparaissaient sans remède, tendant à se poser comme seul organe de libération économique et de reconstruction politique et sociale.

En l'esprit des fondateurs du syndicalisme, les auteurs du manifeste envisageaient une révolution, non pas politique, mais sociale, une transformation profonde de la structure sociale, une société fondée sur des rapports fédéralistes entre des syndicats pleinement souverains, véritables groupes de producteurs libres.

Comment ce manifeste fut-il accueilli dans les milieux syndicalistes ? Comme on s'en doute, au début, on lui opposa un silence réticent et embarrassé. C'était la belle époque du Plan de la C.G.T., cette grande machine confuse et hétéroclite sortie du cerveau brumeux de quelques « prolétaires » intellectuels, dont ce fameux Lucien Laurat, qui peu de temps auparavant, s'était fait le champion des théories de Rosa Luxembourg, et a fini par devenir, à la suite d'un renversement probable dû à la dialectique marxiste, le théoricien du réformisme le plus benêt dans le journal confédéral.

Que venait faire là ce manifeste intempestif ? De quel droit se permettait-on de troubler la tranquillité des augures cégétistes ? Comment osait-on déranger le bel ordonnancement du « Plan », ce plan qui devait assurer à tout jamais la prospérité dans l'union et la compréhension mutuelle entre les classes ?

Que signifiait ce ridicule rappel d'un passé si heureusement oublié, cette prétendue mission révolutionnaire du syndicalisme, cette « émancipation du travail PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MEMES » ? La C. G. T. se refusait avec indignation à piétiner les plates-bandes de la politique. Dans l'esprit de ses chefs, une juste et nécessaire division du travail devait être établie. Tout ce qui avait un caractère politique, elle l'abandonnait de droit aux partis et à l'Etat. Elle s'interdisait toute velléité de réorganisation politique et sociale, se cantonnant humblement dans la poursuite d'une problématique harmonie économique. Le syndicalisme n'est-il pas APOLITIQUE ?

C'était là une honteuse trahison. Une trahison et une démission. Jamais il n'était venu à l'esprit de Pelloutier, de Griffuelhes, d'établir

cette division entre l'action économique et politique. Pour eux, le syndicat, se proposant la libération totale des travailleurs, entendait poursuivre la lutte dans tous les domaines.

Loin de réserver une sphère d'action au Parti socialiste, ils le combattaient avec acharnement et lui déniaient jusqu'au droit de s'occuper des revendications ouvrières. « Si la C. G. T. est aujourd'hui ce qu'elle est, ce n'est pas avec le concours du Parti, mais contre lui », avait dit Griffuelhes. Tout en faisant prédominer la lutte économique, le syndicalisme entendait se placer lui-même sur le plan de la politique, contre tous les partis, et en affirmant sa supériorité sur eux, même dans ce domaine. Contre l'Etat, contre les partis, le syndicat était amené par la force des choses à se mouvoir sur le terrain de la politique, mais dans un but de négation : loin d'être apolitique, il fut seulement ANTIPOLITIQUE.

En s'interdisant toute incursion dans le domaine politique, la C.G.T. renonce à toute idée de révolution sociale. Livrant les destinées de la classe ouvrière aux politiciens corrompus et filés, elle trahit honteusement sa mission.

Contre cet esprit de démission, qui fait de la C.G.T. un rouage particulier du régime, les syndicalistes révolutionnaires devront s'unir pour préparer le renouveau du syndicalisme, d'un syndicalisme résolument ANTIPOLITIQUE !

MARCEL GUENNEC.

Chez les peintres

Ecrire dans le Libertaire des articles syndicaux qui n'engagent que son auteur c'est porter atteinte à l'unité, les colonnes du « Peintre en Bâtiment » étant ouvertes à tous les adhérents et chacun pouvant s'y exprimer à son aise.

Mais apporter son opinion sur le statut moderne du travail et l'attitude actuelle du mouvement syndical dans un article destiné au « Peintre en Bâtiment », c'est amener des discussions inutiles au sein de l'organisation.

Aussi la censure de la direction syndicale, qui sait ce qui est décent d'écrire, supprime l'article.

Conclusion : On n'a plus que le droit de se taire ou marcher à fond pour l'union sacrée. Toute l'action syndicale consiste à présent à avoir un œil fixé sur la ligne bleue des Vosges, un autre sur la dîme du Camigou et un autre — celui de Moscou — sur les éléments incontrôlables de l'intérieur.

Il est vrai que le concours de photos ouvert dans le journal des Peintres, ne peut faire que l'unité de la corporation sur les qualités photogéniques de notre direction syndicale.

Et comme moyen de propagande et de lutte contre le patronat, pour arracher les grands travaux et la convention collective, il n'y a rien de plus efficace. — Latour.